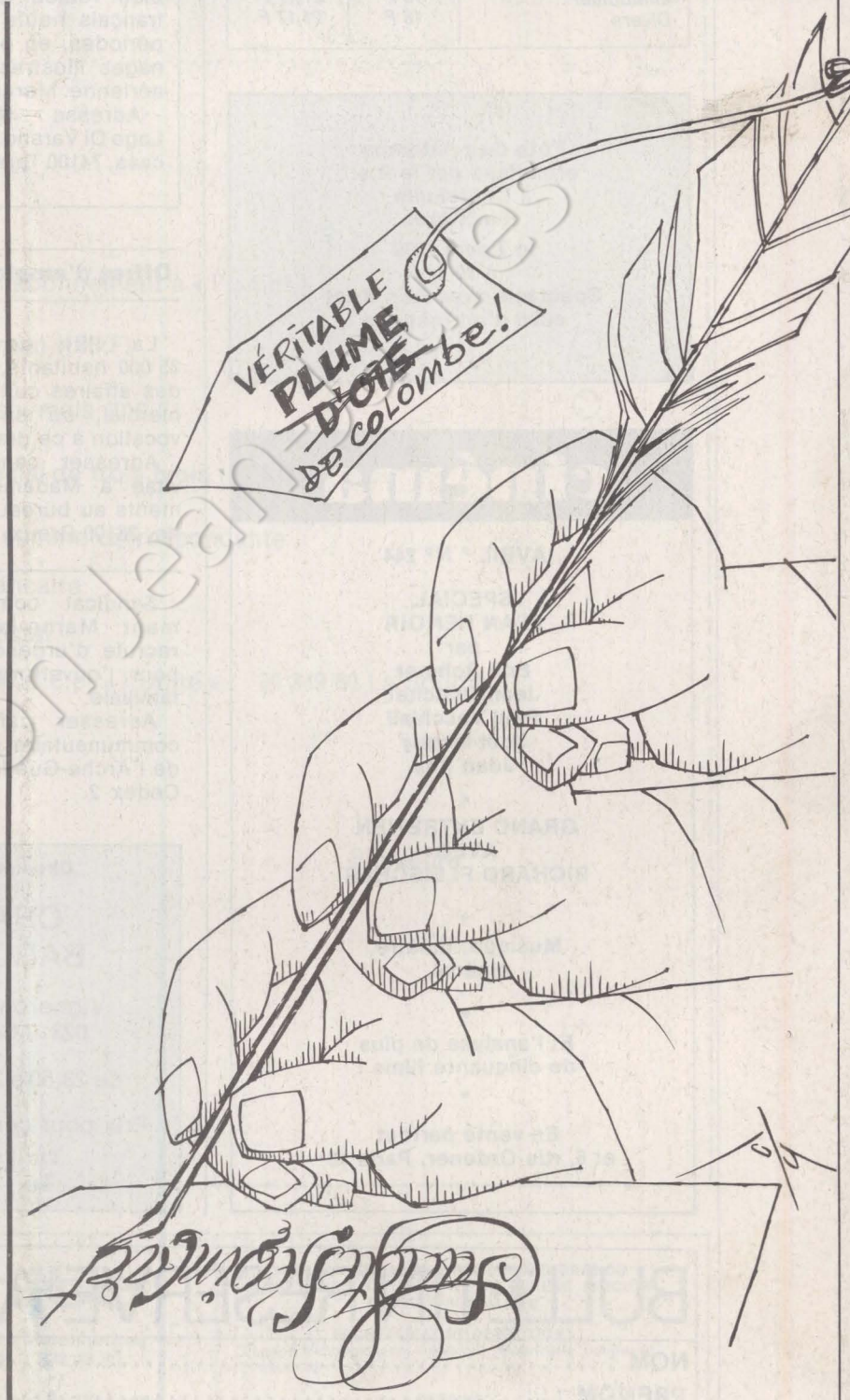
l'unité

N°333–5F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 30 mars 1979

A quoi –et à qui– servent les casseurs?

CANTONALES LES RAISONS DU SUCCES SOCIALISTE

Iran: la révolution légitimée



Israël-Egypte: le coeur n'y était pas

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Tarifs petites annonces	*La ligne H.T.*	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

Fête du printemps
organisée par le P.s.
à Châteaulin
(Finistère)
le 7 avril 1979
à 20 h
Spectacle avec Ann Krist
suivi d'un fest noz

cinéma

AVRIL * N° 244

SPECIAL
JEAN RENOIR
par
Eric Rohmer
Jean Douchet
Paul Vecchiali
Joël Magny
Jean Roy

*

GRAND ENTRETIEN
AVEC
RICHARD FLEISCHER

*

Musique, théâtre, cinéma

*

Et l'analyse de plus de cinquante films !

*

En vente partout et 6, rue Ordener, Paris 18e

Pour Nicoletta, une jeune amie italienne, invalide à vie, dont les parents, très pauvres, n'ont pas les moyens de lui offrir la collection de timbres dont elle a envie, nous demandons à nos lecteurs qui en auraient la possibilité de bien vouloir lui envoyer des timbres français neufs ou oblitérés de toutes périodes, en particulier séries personnages illustres, Croix-Rouge et poste aérienne. Merci d'avance.

Adresse : Nicoletta Gamboni, Via Lago Di Varano, Edificio 24, Scala A - Ima casa, 74100 Taranto (Italia).

Offres d'emploi

La ville de Dreux (Eure-et-Loir), 35 000 habitants, recrute pour son service des affaires culturelles : un attaché commercial, ou un agent municipal ayant vocation à ce grade.

Adresser candidatures et curriculum vitae à Madame le Maire. Renseignements au bureau du personnel de la mairie, 28100 Dreux. Tél. : 46-01-12, poste 251.

Syndicat communautaire d'aménagement Marne-la-Vallée Val-Maubuée recrute d'urgence une puéricultrice D.e. pour l'ouverture d'une seconde crèche familiale.

Adresser candidatures au Syndicat communautaire d'aménagement, 5, place de l'Arche-Guédon, 77207 Marne-la-Vallée, Cedex 2.

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 23,50 à 28 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

Immobilier

Stagiaire cadre cherche pour août logement F 1 ou F 2, loyer modéré, à Rungis ou proximité.

Ecrire au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

PARIS (15e)
RENAULT
ABBÉ-GROULT

107, rue Abbé-Groult, 15e
Métro Convention
Tél. 532-71-20 (+)
(ouvert le samedi)

GARANTIE OR 6 MOIS
VÉHICULE DE SERVICE 78-79.
Faible kilométrage : 10 000 km



Renault 4-6	76-77-78
Renault 5 tous types	77-78
Renault 12 tous types	76-77-78
Renault 16 tous types	75 à 78
Renault 14 TL	77-78
Renault 20 TL	77

Choix important de véhicules à transmission automatique

Citroën GS-CX	75-76
Peugeot 604 Cuir TA	76
Fiat 126	76
Princess 2200 automatique	77

Pour les véhicules utilitaires, nous consulter.
Recommandez-vous de « l'Unité ».

BULLETIN RESERVE AUX PETITES ANNONCES

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
..... **Tél. :** .....

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (40 signes par lignes blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif, en haut de page, et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ».

TEXTE DE L'ANNONCE : voir tarif ci-dessus

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

sommaire

4 **France**
Cantonales : les raisons du succès socialiste, par Gérard Le Gall

6 *La chronique de Piem*

8 **Parti socialiste**
La tribune du congrès

10 **Social**
A quoi, et à qui, servent les casseurs ?, par Antoine Violet

12 *Impôts : grève antisabotage, par Christine Cottin*

14 **Monde**
Egypte-Israël : le cœur n'y était pas, par Claude Estier

15 *Iran : la révolution légitimée, par Jean-Loup Reverier*

19 *Nicaragua : une partie de poker à l'échelle d'un continent, par Francis Pisani*

22 **Société**
Enseignants : l'union sacrée contre le redéploiement, par Nicole du Roy et Maryse Wolinski

23 *Un vétérinaire contre les remèdes de cheval, par Marie-José Bernardot*

24 *Radio : un gigantesque appétit musical. Claude Glayman s'entretient avec Pierre Vozlinsky*

26 **Vie culturelle**
Voyage au pays des ombres, par Jean-Paul Liégeois

28 *Au risque de vous plaire*

Photos et dessins
A.f.p. (page 11), Barrigue (pages 4, 6, 14, 17), Bordeclerc (page 5), Cannella (page 25), Coureuil (pages 7, 22), Démoulin (page 7), Pascal Lebrun (pages 10, 11, 24, 31), Pym (page 23), Solo (pages 1, 12, 28), Sygma (pages 10, 19, 21), Viva (pages 15, 27).

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ○
- abonnement de six mois (110 F) ○
- abonnement spécial de trois mois (60 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire
○ par chèque postal
○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins.
Gilberte Muller. Véronique Neiertz.
Francis Pisani. Emmanuèle Plas.
Jean-Loup Reverier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno.
Antoine Violet. Maryse Wolinski.

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym.

PHOTOS
Pascal Lebrun

PUBLICITE
Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Coordination : Offres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

Fondation Jean-Jaurès

CANTONALES : LES RAISONS DU SUCCES SOCIALISTE

LE second tour des cantonales a confirmé et même amplifié la poussée à gauche enregistrée la semaine précédente, et singulièrement celle du Parti socialiste qui, avec 1 053 conseillers généraux, est désormais — de très loin — la première force politique dans les assemblées départementales.

De ces deux tours de scrutin on peut tirer quelques premiers enseignements.

1° Victoire de la démocratie

Que ne disait-on pas, que n'écrivait-on pas à la veille de ces cantonales : dérèglement du Parlement, désaffection à l'égard des partis, défiance envers la classe politique ? Bref, on assistait au déclin des survivances d'un autre âge politique. Certains croyaient traduire les tendances lourdes de la période : ils ne faisaient qu'exprimer des apriorismes idéologiques, quand ce n'étaient pas les souhaits de l'Elysée.

Les bonnes vieilles élections cantonales allaient apporter le plus cinglant démenti aux idéologues en pointe : les Français se sont mobilisés en masse et ont battu le record de participation depuis la guerre pour ce type de scrutin. Au second tour, en dépit des candidatures uniques, des cantons joués d'avance et des nombreux cantons ruraux acquis depuis le premier tour, la participation fut semblable. Ces élections montrent bien la permanence de la forte politisation du pays consécutive à l'élection présidentielle de 1974 et à l'espérance de la victoire de l'Union de la gauche qu'elle a fait naître.

2° Poursuite de la progression socialiste

On disait le P.s. miné par ses divisions internes. Pour peu qu'il fût atteint par d'autres maux que ceux qui sont inhérents aux difficultés de la pratique démocratique, il sort transfiguré de la compétition et réalise un score jamais atteint par le socialisme en France : 26,96 %. Les quelques Cassandre qui, au sein du Parti, eussent volontiers sacrifié le débat interne sur l'autel d'une efficacité électorale prétendument menacée seront comblés : ils ont eu l'un et l'autre ! Le P.s. réalisait 21,9 % en 1973 et 26,5 % en 1976 ; il progresse encore en 1979. Pour un peu et assez singulièrement, certains commentateurs, souvent favorables à la droite, nous reprocheraient de ne pas progresser au même rythme à chaque rendez-vous électoral ! On saura se contenter de ce nouveau petit bond en avant...

Le P.c., quant à lui, fut peu inspiré en analysant les résultats socialistes au regard de notre politique de présence : n'a-t-il pas découvert que nous aurions présenté 430 candidats de plus qu'en 1973 ? Si l'on veut bien considérer que l'accroissement n'est en fait que de 213, on appréciera toutefois cette insistance à souligner l'amélioration de notre implantation militante et électorale. Il faut également rappeler que nous avons laissé le



champ libre au M.r.g. dans plus d'une centaine de cantons.

Aurait-on aussi moins progressé en sièges en 1979 (plus 158) qu'en 1976 (plus 190), l'ineffable ministre de l'Intérieur et le Premier ministre — plus apte à manipuler les taux d'inflation que les données électorales — crurent habile de souligner l'observation. On se contentera de leur rappeler que les cantonales de 1976 renouvelèrent la série de 1970 — période de basses eaux pour la gauche non communiste —, alors que celles de 1979 se rapportent à la série de 1973 — début de la croissance électorale du P.s. Sans risquer d'aller trop à contre-courant des apparences statistiques, on peut affirmer dès lors que les gains en sièges d'aujourd'hui ont assurément une plus grande valeur politique que ceux de 1976. D'autant que, dans cette dialectique comparative, on ne peut omettre de souligner la différence de la qualité de l'union entre les deux années de référence.

Foin de ratiocination, le P.s. a réalisé une excellente performance. Elle lui a permis de poursuivre la nationalisation de son influence, tant en voix qu'en sièges. Désormais, grâce à la poussée du P.s., beaucoup de notables de droite doivent souvent affronter au second tour — il y eut 31 % de ballottages en 1961, 35 % en 1967, 50 % en 1973, 52 % en 1976, 59 % en 1979 — un candidat de gauche et... se faire battre.

Ainsi, le P.s. gagne 7 sièges dans les Côtes-du-Nord, 6 dans le Tarn et l'Indre, 5 en Côte-d'Or, dans l'Isère, le Nord et le Puy-de-Dôme, 4 dans l'Aisne, l'Ardèche, le Calvados, le Doubs, le Finistère, la Haute-Garonne, le Gers, l'Indre-et-Loire, les Landes, la Loire-Atlantique, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime et la Saône-et-Loire... Il perd toutefois des sièges dans 12 départements : Alpes-de-Haute-Provence, Aude, Bouches-du-Rhône, Cher, Haute-Corse, Corse-du-Sud, Creuse, Eure-et-Loir, Mayenne, Meuse, Deux-Sèvres et Haute-Vienne.

3° Un fort renouvellement socialiste

On a beaucoup évoqué dans les commentaires l'émergence d'une nouvelle génération au sein de l'U.d.f. et son implantation locale. Outre que l'on pourrait nuancer le phénomène — l'U.d.f. a tout de même perdu 64 sièges, sans oublier les « divers droite » proches d'elle —, il serait plus aisé de démontrer que le P.s. a beaucoup renouvelé ses sortants, notamment dans ses zones de force, et a favorisé, comme lors des élections législatives de mars 1978, la réussite d'une nouvelle génération politique. Observons que, sur les 1 053 conseillers généraux socialistes, plus de la moitié le sont devenus soit en 1976, soit en 1979. André Laignel (Indre), Pierre Palau (Côte-d'Or), André Billardon (Saône-et-Loire) sont parmi les plus jeunes présidents de Conseils généraux.

4° Des reports de voix plutôt satisfaisants

Au soir du second tour, sur la foi du raz de marée en sièges de la gauche, le diagnostic était établi : la discipline avait





La chronique de Piem

La scène se passe sous le grand chapiteau du ministère de l'Intérieur, dressé à l'occasion du second tour des élections cantonales.

Au centre de la piste, sous le feu des projecteurs, Monsieur Déloyal en habit tricolore et Buster Bhonnête la figure tout enfarinée.

« Comment ça va, Môssieur Déloyal ?

— Ça va bien, Môssieur Bhonnête.

— Nous avons gagné, Môssieur Déloyal ?

— Vous devez le dire, Môssieur Bhonnête.

— Je vais le prouver, Môssieur Déloyal.

— Vous pouvez le prouver, Môssieur Bhonnête ?

— Oui, je peux le prouver, Môssieur Déloyal.

— Eh bien, prouvez-le, Môssieur Bhonnête !

— Je le prouve, Môssieur Déloyal.

— Bravo ! il l'a prouvé ; Hein ! les petits enfants, il l'a prouvé. Bravo ! Môssieur Bhonnête... Dites-moi, Môssieur Bhonnête ?

— Oui, Môssieur Déloyal.

— Combien ça fait, deux et deux, Môssieur Bhonnête ?

— Ça fait cinq, Môssieur Déloyal.

— Il a dit « cinq », les petits enfants, on l'applaudit très fort... Et un U.d.f. plus un « divers favorable à la majorité », ça fait combien, Môssieur Bhonnête ?

— Ça fait trois U.d.f., Môssieur Déloyal !

— Et un R.p.r. plus un R.p.r., ça fait quoi, Môssieur Bhonnête ?

— Ça fait rien du tout, chapeau pointu, Môssieur Déloyal.

— Vous comptez sur vos doigts, Môssieur Bhonnête ?

— Non ! Je compte sur vous, Môssieur Déloyal.

— Combien j'ai de doigts dans ma main droite, Môssieur Bhonnête ?

— Plein la main et plein les poches, Môssieur Déloyal.

— Et dans la gauche, Môssieur Bhonnête ?

— Par rapport à 76 en tenant compte de 73 et du pourcentage obtenu en 70 malgré la poussée de 79 venant après 78 et la vitesse du vent, la gauche a rien du tout, Môssieur Déloyal !

— Bravo, Môssieur Bhonnête ; on l'applaudit très fort... Dites-moi, Môssieur Bhonnête ?

— Oui, Môssieur Déloyal.

— Vous allez toujours à la pêche ?

— Non, je vais à la pêche ; et vous, Môssieur Déloyal, vous allez à la pêche ?

— Non, je vais à la chasse, Môssieur Bhonnête.

— Il va à la chasse, bravo ! Les petits enfants, on l'applaudit très fort ! »

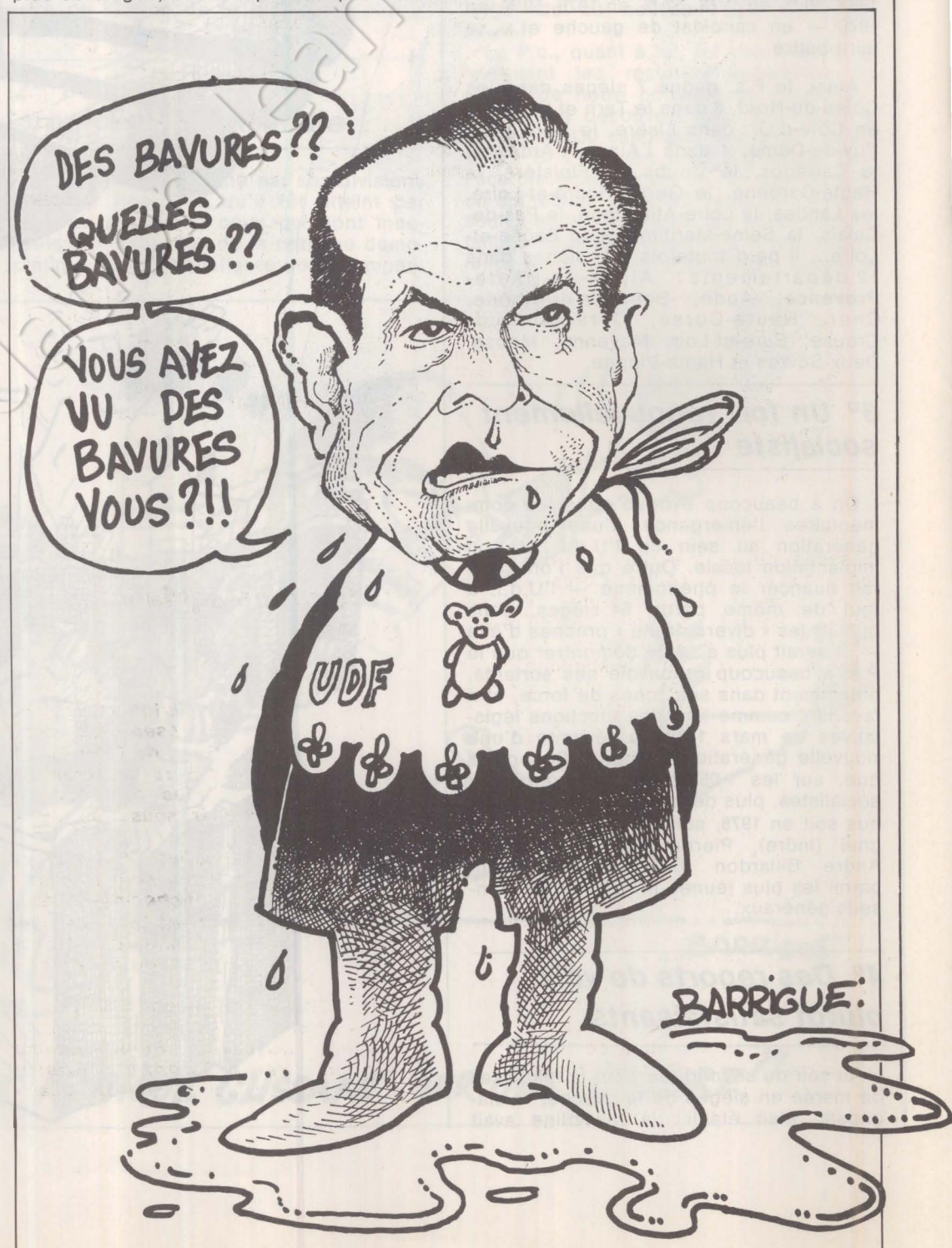
Entracte.

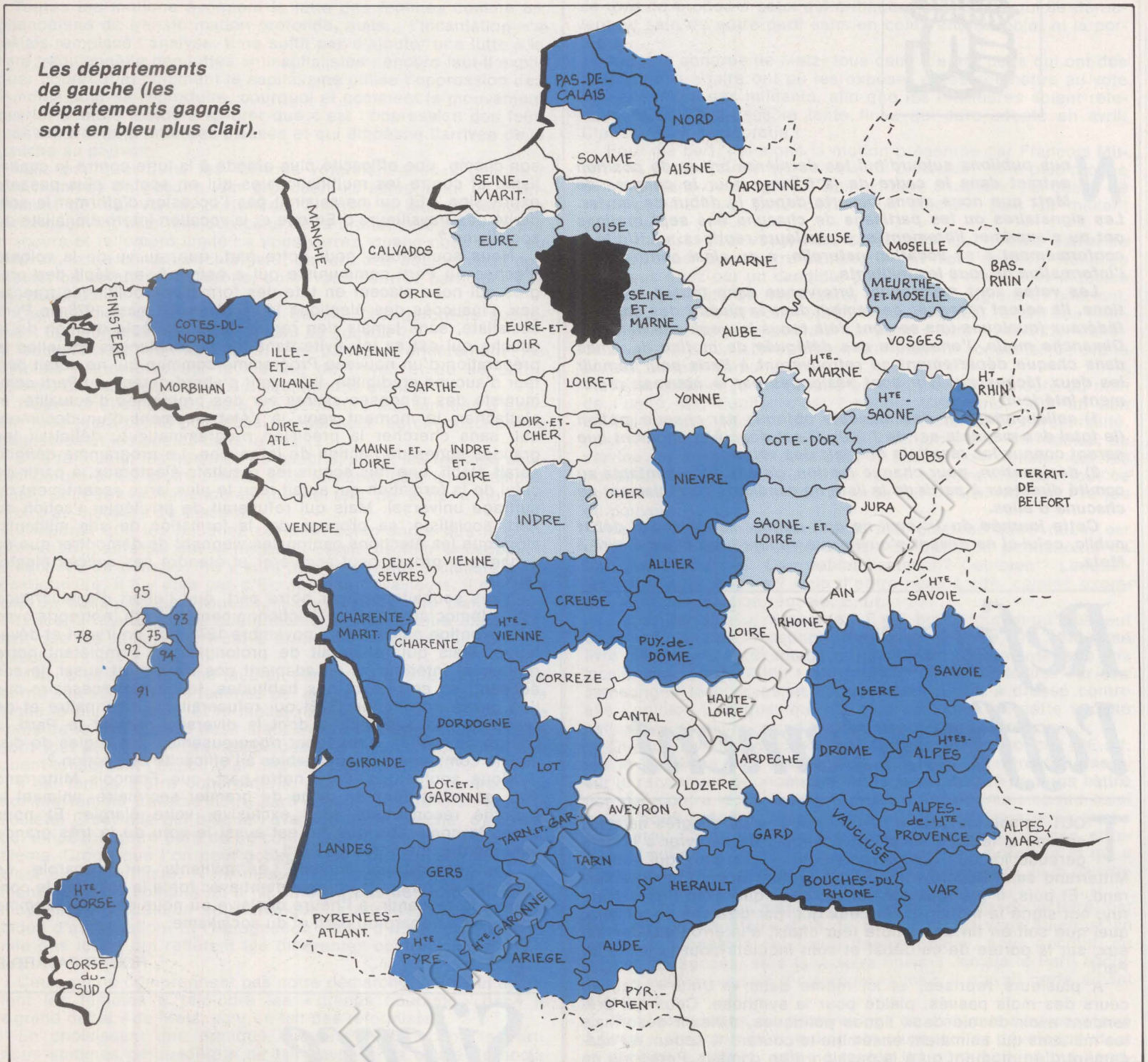
joué correctement à gauche. Un raisonnement moins hâtif et une observation plus poussée ont permis de constater de nombreuses exceptions dans les deux camps et en tout sens. Mardi dernier «l'Humanité » a cru bon de souligner « la mauvaise qualité des reports socialistes ». S'il est patent que certains candidats du P.c. ont été victimes de mauvais reports de voix socialistes et ont peu bénéficié — contrairement au P.s. — de voix extérieures à la gauche (chez les sans-étiquette et les « divers gauche » notamment), on peut aussi souligner du côté socialiste des cas flagrants de mauvaise fluidité des voix communistes. Ainsi dans le Lot-et-Garonne (Monflanquin, Prayssas), dans le Pas-de-Calais (Arras-Nord, Campagne-lez-Hesdin...), dans le Nord (Hazebrouck-Nord...), dans l'Oise (Chantilly...), dans l'Aude (Narbonne-Est...), dans l'Allier (Moulins-Ouest...), et dans bien d'autres départements où de nombreux cantons ont été perdus à cause de l'indiscipline communiste. On remarquera — Georges Marchais nous en a donné l'idée dimanche soir à la télévision — que dans le Lot-et-Garonne, l'Oise et l'Allier des présidences de conseil général étaient en jeu. Dans l'ensemble, toutefois, et compte tenu de l'état de l'union depuis un an, la qualité des reports est satisfaisante. Le P.c. se plaint-il de n'avoir pas conquis plus de sièges, on lui répondra qu'il en a gagné une trentaine avec une stagnation des voix au niveau nationale, et donc grâce, principalement, à la poussée socialiste et, d'autre part, qu'il n'a rien fait dans les semaines précédant le scrutin pour préparer un succès plus ample encore de la gauche.

Au lieu de feindre d'analyser quelques insuccès communistes par des habiletés manœuvrières du P.s. ou de son électorat, on peut suggérer au P.c., comme hypothèse de travail pour son XXIII[e] congrès, d'apprécier les fruits de sa politique sectaire : le refus de voter socialiste de la part de certains communistes — membres de l'appareil ou militants actifs — peut aisément être interprété comme la traduction de la politique de lutte privilégiée contre la social-démocratie.

5° Vers une majorité de présidences de conseil général

En dépit de tous ces manques, compensés il est vrai par un nombre comparable d'indisciplines à droite, la gauche poursuit sa conquête de présidences de conseil général et est en bonne position d'attente pour le prochain renouvellement. En 1976, quinze présidences étaient





passées de la majorité à l'opposition. dont dix au P.s. (Allier, Côtes-du-Nord, Gers, Gironde, Isère, Landes, Puy-de-Dôme, Sarthe, Savoie, Territoire-de-Belfort), deux au Mouvement des radicaux de gauche (Charente-Maritime, Tarn) et deux au Parti communiste (Essonne, Val-de-Marne). En revanche, la majorité enleva l'Ain aux radicaux de gauche et l'Eure-et-Loir au Parti socialiste.

Cette année, huit nouveaux départements (Côte-d'Or, Indre, Eure, Oise, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Seine-et-Marne, Val-d'Oise) viennent d'être gagnés par la gauche. Sans compter la Meurthe-et-Moselle dont la présidence échoit de façon inattendue à un communiste.

Ces élections, qui constituent un net encouragement en faveur de l'union de la gauche — globalement, le rapport de force droite-gauche demeure quasiment le même qu'avant les élections de mars 1978 —, sont, en fin de compte, un bon tremplin pour la bataille, avec scrutin proportionnel, des élections du 10 juin pour l'Assemblée européenne.

GERARD LE GALL

31 femmes socialistes élues

Les femmes socialistes triplent le nombre de leurs représentantes dans les conseils généraux : de 10 élues en 1976, chiffre porté à 12 au cours de scrutins partiels, elles sont maintenant 31 à y siéger sous l'étiquette socialiste.

Parmi les nouvelles conseillères générales, 5 sortantes sont réélues : Irma Rappuzi (Bouches-du-Rhône), Jocelyne Petit (Eure-et-Loir), Jacqueline Desouches (Finistère), Marie-Louise Buron (Mayenne) et Andrée Chaigneau (Vendée).

12 enlèvent brillamment le siège à la droite : Nelly Commergnat (Creuse), Suzanne Deschaux (Eure), Hélène Mignon (Haute-Garonne), Arlette Bosch (Indre-et-Loire), Michèle Chamberland (Nièvre), Colette Bonfils (Savoie), Odile Chevillot (Territoire de Belfort), Odile Vadot (Yvelines), Jacqueline Alquier (Tarn), Dominique Gillot (Val-d'Oise) et deux surprises inattendues : Martine Noël en Seine-et-Marne et Pierrette Curtil dans l'Aisne. Quatre sièges restent à la gauche : Annie Mazuray dans la Drôme, Yvette Duval dans le Finistère et Denise Belot dans l'Isère succèdent à un sortant socialiste. Marie-Noëlle Lienemann l'emporte sur le P.c. dans l'Essonne.

Les femmes représentent maintenant 3 % des élus régionaux socialistes contre 1 % en 1973. La progression est encourageante : elle est loin d'être satisfaisante. Si toutes les fédérations avaient présenté des femmes comme candidates, ainsi que les statuts leur en font l'obligation, nul doute qu'elle eût été meilleure.

VERONIQUE NEIERTZ

Nous publions aujourd'hui les dernières prises de position entrant dans le cadre de la tribune pour le congrès de Metz que nous avons ouverte depuis le début de janvier. Les signataires ou les partisans de chacune des sept motions ont pu s'exprimer librement et à plusieurs reprises. « L'Unité », conformément à sa vocation naturelle, a pu ainsi contribuer à l'information de tous les militants.

Les votes sont maintenant intervenus dans toutes les sections. Ils seront recensés ce samedi dans la plupart des congrès fédéraux (quelques-uns se sont déjà tenus le week-end dernier). Dimanche matin, l'ensemble des délégués de motion désignés dans chaque département se retrouveront à Paris pour remplir les deux tâches qui leur sont assignées par le nouveau règlement intérieur :

1) collationnement des mandats obtenus par chaque motion (le total des mandats est de 7 009). C'est donc à ce moment que seront connus les résultats officiels des votes ;

2) désignation, pour chaque motion, de ses représentants au comité directeur à partir de la liste de candidats se réclamant de chacune d'elles.

Cette journée du 1er avril ne doit donner lieu à aucun débat public, celui-ci ne devant s'ouvrir que vendredi prochain 6 avril à Metz.

Refuser l'affrontement

TOUT semble se passer, à une semaine du congrès national, comme si le Parti socialiste acceptait de se livrer à la dangereuse logique de l'affrontement. Il y a ceux qui veulent Mitterrand sans Rocard et ceux qui veulent Rocard sans Mitterrand. Et puis, il y a tous les autres, ceux qui, avec Pierre Mauroy, ont signé la motion B, et ceux qui, par dizaines de milliers, quel que soit en fin de compte leur choix, s'interrogent, comme eux, sur la portée de ce débat et sont inquiets pour la santé du Parti.

A plusieurs reprises, et ici même dans « l'Unité », j'ai, au cours des mois passés, plaidé pour la synthèse. Ceux qui prétendent avoir décelé deux lignes politiques, divisant désormais les militants qui animaient ensemble le courant 1, cèdent à l'agacement d'un moment ou à la passion d'un combat. Personne ne remet en question ce qui constitue la ligne d'Epinay : le refus du centrisme et le choix de l'union de la gauche. Certes, des nuances, parfois importantes, demeurent. Elles existaient déjà en 1971, elles existaient encore en 1975, et, plus ou moins ancrées selon l'éclairage que portaient les événements, elles ont subsisté. Pourtant, parce que rien de fondamental ne nous séparait, elles n'ont pas empêché un accord de s'établir, assurant au Parti une large majorité. Je ne parviens toujours pas à saisir les motifs qui, en retardant jour après jour un véritable dialogue, ont rendu impossible, en dépit de la bonne volonté de Pierre Mauroy et des efforts de Gaston Defferre, la présentation d'un texte commun. Je n'en aperçois qu'un seul : la volonté d'éliminer Michel Rocard. Et sans partager — à beaucoup près — toutes les initiatives ni toutes les vues de celui-ci, je tiendrais pour une mutilation infligée au Parti le fait qu'il se trouve écarté de la participation à sa majorité et à sa direction.

Dans ce contexte, les signataires de la motion B ont choisi la voie la plus difficile : celle, malgré tout, du rassemblement. L'affrontement de militants prenant un militant pour oriflamme et se battant pour ses couleurs, ne nous a décidément pas paru la meilleure manière de servir le Parti. A ce jeu, il y aurait inévitablement, à l'heure du congrès national, un vainqueur et un vaincu. Nous n'avons pas accepté de nous y associer. Notre refus sera la chance majeure de la synthèse.

Nous souhaitons, pour notre part, que cette synthèse témoigne d'un choix moins guindé, plus chaleureux, de la construction européenne. Mais qui refuserait de donner, en élargissant son champ, une efficacité plus grande à la lutte contre le capitalisme et contre les multinationales qui en sont la plus pesante expression ? Et qui ne saisirait pas l'occasion d'affirmer la solidarité des travailleurs d'Europe et la vocation internationaliste du socialisme ?

Nous souhaitons, pour notre part, que, au vu de la volonté d'échec du Parti communiste qui a entraîné, en dépit des progrès qui nous placent en tête des formations politiques françaises, l'insuccès des élections législatives de mars 1978, le Parti socialiste, sans jamais rien renier de la stratégie d'union de la gauche qui est sa loi, évite dans les circonstances actuelles la préparation d'un nouveau Programme commun qui ne serait porteur d'aucune crédibilité. Il faudrait d'abord obtenir du Parti communiste des réponses claires sur des problèmes d'actualité, et s'attacher, le moment venu, à l'établissement d'un document qui, sans chercher la précision programmatique, définirait les grandes lignes de l'action de la gauche. Le programme définitif serait établi, une fois acquis les résultats électoraux, à partir de celui de la formation qui aurait reçu le plus large assentiment du suffrage universel. Mais qui refuserait de privilégier l'action du Parti socialiste, sa propagande, la formation de ses militants, alors que les élections cantonales viennent de démontrer que sa dynamique propre peut accélérer et étendre ses succès électoraux ?

Nous souhaitons, pour notre part, que l'effort d'amélioration et de démocratisation du fonctionnement du Parti, entrepris avec la convention nationale de novembre 1978, soit poursuivi et développé. Mais qui refuserait de prolonger, en complétant notre règlement intérieur et en adaptant nos statuts, et aussi, le cas échéant, en corrigeant nos habitudes, le travail nécessaire mis l'an passé en chantier ? Et qui refuserait de reconnaître et de respecter les sensibilités dont la diversité enrichit le Parti, à charge pour elles d'appliquer rigoureusement les règles de discipline commune, indispensables à l'efficacité de l'action ?

Nous souhaitons, pour notre part, que François Mitterrand soit reconduit dans sa tâche de premier secrétaire, animant la majorité reconstituée sans exclusive, voire élargie. Et nous avons la conviction que tel est aussi le vœu de la très grande majorité des membres du Parti.

Tout est dit maintenant. Les militants ont la parole. La synthèse se fera s'ils en expriment avec force la volonté. Je continue à la ressentir, à l'heure décisive où nous sommes, comme un devoir à l'égard du parti et du socialisme.

ROGER FAJARDIE

Silence les femmes ! On fait la synthèse

TOUTES les motions débattent des mêmes idées inlassablement répétées depuis des décennies : l'Europe, les nationalisations, le plan et le marché, l'Union de la gauche, et surtout la rupture avec le capitalisme.

Toutes les motions, comme celles présentées au congrès de Nantes, font comme s'il était certain que nous allions arriver au pouvoir demain, comme s'il était certain que nous allions le garder, c'est-à-dire que nous aurions une société en état de faire la rupture.

Osons regarder la réalité en face. Depuis 1936, époque où les femmes n'avaient pas le droit de vote, jusqu'à maintenant, aucun gouvernement de gauche, autre que social-démocrate, n'a pris le pouvoir par le suffrage universel dans le monde occidental.

Toutes les motions évoquent la lutte des femmes comme un phénomène de transformation profonde, mais... l'incantation n'a jamais remplacé l'analyse. Il ne suffit pas d'ajouter une lutte à la liste traditionnelle des luttes anticapitalistes ; encore faut-il expliquer pourquoi et comment le capitalisme utilise l'oppression des femmes pour se reproduire, pourquoi et comment le mouvement ouvrier semble toujours ignorer que c'est l'oppression des femmes qui freine la lutte des classes et qui empêche l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Mais pourquoi donc les femmes voteraient-elles à gauche ? Les hommes de gauche leur proposent-ils aujourd'hui un changement de leur vie en profondeur ? Même si leur discours va théoriquement plus loin que celui de la droite, cela reste un pur discours et tellement limité : « Vous verrez, quand nous irons au pouvoir, votre condition changera, on fera des équipements collectifs, on garantira vos droits, enfin vous pourrez participer à la vie politique. »

Les hommes qui se disent de gauche changeront-ils subitement de comportement en accédant au pouvoir ?

Trouveront-ils normal, alors, de partager entièrement les emplois disponibles sur le marché du travail et de se battre comme les femmes contre la discrimination sexiste ?

Trouveront-ils normal, alors, de permettre aux femmes d'exercer tous leurs droits politiques, de partager les circonscriptions gagnables et les postes dans le Parti ?

S'ils font cela, les hommes de gauche, alors, les femmes commenceront à les croire ; mais, s'ils faisaient cela ici et maintenant, peut-être commenceraient-elles tout de suite à ne plus croire au discours de Giscard.

Il faudrait que les hommes puissent comprendre que le comportement patriarcal est la négation même de leur engagement d'hommes de gauche. Il n'y aura pas de société socialiste autogestionnaire, il n'y aura pas d'Europe des travailleurs, il n'y aura pas de nationalisation réussie, il n'y aura pas de planification efficace, il n'y aura sans doute même pas de victoire électorale, tant que les hommes vivront à droite même quand ils votent à gauche.

Mais, plus encore, il ne faudrait pas croire que le patriarcat se borne à la sujétion des femmes par les hommes. Si elle en est le signe le plus éclatant et le moins niable, le goût du pouvoir, le refus de le partager, le désir d'accumuler charges et mandats en sont tout autant les caractéristiques déplorables, puisqu'ils bloquent totalement l'espoir d'un changement de société.

Il est temps d'être cohérent(e)s, camarades ! La contradiction homme/femme traverse notre parti comme elle traverse toute la société. C'est elle qui bloque l'avancée de la gauche, c'est elle qui empêche notre parti de se confronter véritablement à ce problème. Croire que l'on peut gommer une contradiction sociale... c'est être réformiste. A un moment de son histoire, le mouvement ouvrier a compris qu'il ne suffisait pas de nationaliser les moyens de production pour changer de société. De là est née l'idée d'autogestion. Et l'autogestion passe d'abord par l'autonomie des luttes qui reflètent les différentes contradictions sociales.

Ceux qui ne comprennent pas notre démarche, ceux qui appellent les femmes à rejoindre les « grands courants » dans le « grand débat » de Metz, sont en fait des réformistes.

En choisissant une pratique autogestionnaire dans le Parti, nous sommes persuadé(e)s de faire avancer la cause du socialisme en France.

Pour le collectif de la motion G :
« l'Autre Moitié du chemin »,
ODETTE BRUN (Hauts-de-Seine)
FRANÇOISE BURGESS (Yvelines)
JOSYANE BUHOT (Paris)
LUCIENNE LESAGE (Seine-Saint-Denis)
SOLANGE MAURICE (Val-d'Oise)

Au nom de l'unité

Il y a quelques jours, à la radio, une journaliste disait, en commentant l'actualité politique, que seuls les socialistes avaient assez de courage et d'esprit démocratique pour exposer sur la place publique ce foisonnement d'idées qui s'entrechoquent. Je livre ce propos à ceux qui critiquent les débats qui se déroulent au sein de notre parti sans en comprendre l'objet ni la portée.

Avant le congrès de Metz, tous ceux d'entre nous qui ont des propositions à faire ont pu les exposer et les soumettre au vote de l'ensemble des militants, afin que les meilleures soient retenues et figurent dans le texte final, qui sera adopté en avril. C'est cela, la démocratie !

Pour ma part, j'ai signé la motion présentée par François Mitterrand, parce qu'elle me semblait la plus claire et la plus proche des décisions du congrès d'Epinay, date à laquelle j'ai cessé de voter communiste, pour devenir un électeur puis un militant socialiste.

Je m'adresse à vous, mes camarades, qui m'avez demandé de vous aider dans votre campagne, en mars dernier, menacés que vous étiez par un candidat écologiste. J'étais alors mobilisé par les candidats de notre parti, dans notre région. Et pourtant, j'ai circulé de circonscription en circonscription, tenant des meetings partout où je le pouvais. Je viens d'être à mon tour candidat du Parti socialiste et élu en éliminant le conseiller de droite sortant de mon canton.

Cette bataille, je l'ai menée et je la mènerais encore au nom de l'unité. Or, l'unité, c'est François Mitterrand, pour un bon bout de temps encore. Je n'ai pas le culte de la personnalité, mais il n'est que de voir avec quel acharnement les médias, au service du pouvoir, s'acharnent à abattre cet homme qui les obsède, qui est leur cauchemar, pour comprendre que tout ce qui contribue à affaiblir son autorité fait « objectivement » le jeu du pouvoir.

Je pense profondément qu'il faut discuter entre nous, car notre force est dans cette remise en question permanente de tous les problèmes. Des nationalisations ? Combien ? Lesquelles ? Sur quel modèle ? L'un d'entre nous a cité, comme exemple de nationalisation réussie, E.d.f.

A quoi penses-tu, camarade ? E.d.f. brade tout ce qu'elle peut au grand capital : Westinghouse, Creusot-Loire, etc. E.d.f. se livre maintenant au chantage, en menaçant d'augmenter ses prix localement, pour « punir » les réfractaires au nucléaire. Par ses mensonges techniques et économiques, E.d.f. a dressé contre elle l'opinion publique, qui n'a plus confiance en cette société nationalisée, même quand il arrive que celle-ci ait raison.

Quand Tazieff et moi, bouleversés par les mensonges d'E.d.f. sur le nucléaire, sur les déchets, sur l'eau de refroidissement, sur le rendement économique, nous avons décidé de nous battre non pas contre le nucléaire dans son principe, mais contre celui qu'on nous prépare, c'est François Mitterrand que nous avons rencontré. C'est François Mitterrand, convaincu par nos arguments, qui est à l'origine de la proposition de moratoire et qui a défendu l'idée de consulter le pays sur le nucléaire, si la gauche arrivait au pouvoir.

Mars 1978 : nous manquons de peu cette grande victoire, par la défection volontaire d'un de nos alliés. Et vous voudriez en rendre responsable celui qui, depuis Epinay, nous conduit, de succès en succès, vers la victoire finale ? Jamais le Parti socialiste n'avait eu autant d'électeurs, jamais il n'avait porté autant d'espoirs.

Non, camarades, ne déchirez pas ce que vous avez contribué à tisser : un grand parti, qui se structure, qui se développe, dont la doctrine s'affirme, grâce à toutes les contributions qui l'enrichissent, et qui doit continuer à aller de l'avant, avec François Mitterrand.

Quel soulagement éprouveraient nos adversaires de droite et certains de nos partenaires de gauche, si l'homme qui a été capable de réaliser l'union autour de lui était enfin abattu. Il serait alors aisé de faire tomber, l'une après l'autre, les têtes qui se lèveraient. Ainsi procédait Hercule avec l'Hydre de Lerne.

L'unificateur a toujours été la cible, à l'extérieur comme à l'intérieur du Parti : contre Jaurès, Guesde ; contre Blum, Longuet et Faure. Après leur mort, l'encens est général, à droite comme à gauche. Car c'est l'homme en pleine action qu'il faut abattre. On a tué Jaurès, on a voulu déshonorer Blum, on voudrait bien faire disparaître Mitterrand. Tout est mis en jeu pour obtenir ce résultat qui nous serait fatal.

Certes, « il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun ». Mais lorsqu'un grand projet est incarné par un homme exceptionnel, qui en porte la responsabilité, sans broncher devant les échecs, ni triompher trop vite devant les succès, sans faiblir devant les assauts, sans perdre son sang-froid devant les dangers, tout permet de croire que cet homme porte en lui la promesse d'une victoire possible et prochaine.

Camarades, restez unis autour de François Mitterrand. Nos ennemis ne s'en relèveront pas. Si, au congrès de Metz, le Parti se regroupe autour du premier secrétaire, le socialisme vaincra ; car le socialisme, en France, c'est, pour longtemps encore, François Mitterrand.

ALAIN BOMBARD

A quoi —et à qui— servent les casseurs ?

Une petite photo, tout en haut à droite, d'une manifestation qui a rassemblé dans le calme plus de cent mille personnes, une page entière d'images « parlantes » sur les exactions commises par les casseurs, c'est ainsi que « France-Soir », sous le titre « Ça a mal fini », a « couvert » la marche du 23 mars. Le journal d'Hersant n'est pas le seul. La plupart des moyens d'information audio-visuels ont consacré beaucoup plus de place aux incidents qu'au défilé des sidérurgistes, souvent en liant les choses de façon à suggérer que la C.g.t., responsable de la manifestation, l'était aussi — au moins indirectement — des violences qui ont suivi. Le ministre de l'Intérieur ne l'a d'ailleurs pas seulement suggéré : il l'a dit carrément au cours de l'incroyable prestation à laquelle il s'est livré, samedi à 13 heures, sur le plateau de T.f. 1. Le ministre de l'Intérieur se confondant avec celui des élections, à vingt-quatre heures du second tour des cantonales, cela pouvait toujours servir ! Du moins Christian Bonnet l'espérait-il.

Il reste qu'il n'a toujours pas répondu à un certain nombre de questions que l'on peut légitimement se poser sur l'attitude de la police face aux casseurs de vendredi. Il y a celles que pose la C.g.t. elle-même à propos du rôle qu'a pu jouer le policier Le Xuan, « infiltré » parmi un groupe d'autonomes. Il y a celles posées lundi au préfet de police, notamment par Georges Sarre et Claude Estier, au cours du débat impromptu qui s'est instauré au Conseil de Paris. Les deux élus socialistes, qui étaient tous deux présents au sein de la délégation du P.s. dans le cortège qui a défilé de la République à l'Opéra, se sont étonnés du long délai — plusieurs minutes — qui s'est écoulé entre les premiers assauts des casseurs contre le Café de la Paix et l'intervention des forces de police stationnées à quelques dizaines de mètres de là. La même remarque étant valable pour le pillage, quelques instants plus tard, du magasin Lancel, que les « autonomes » casqués et masqués ont eu le temps de dévaliser avant que les C.r.s. — il y en avait pourtant à l'angle de la rue du 4-Septembre et en haut de l'avenue de l'Opéra — se décident à les charger.

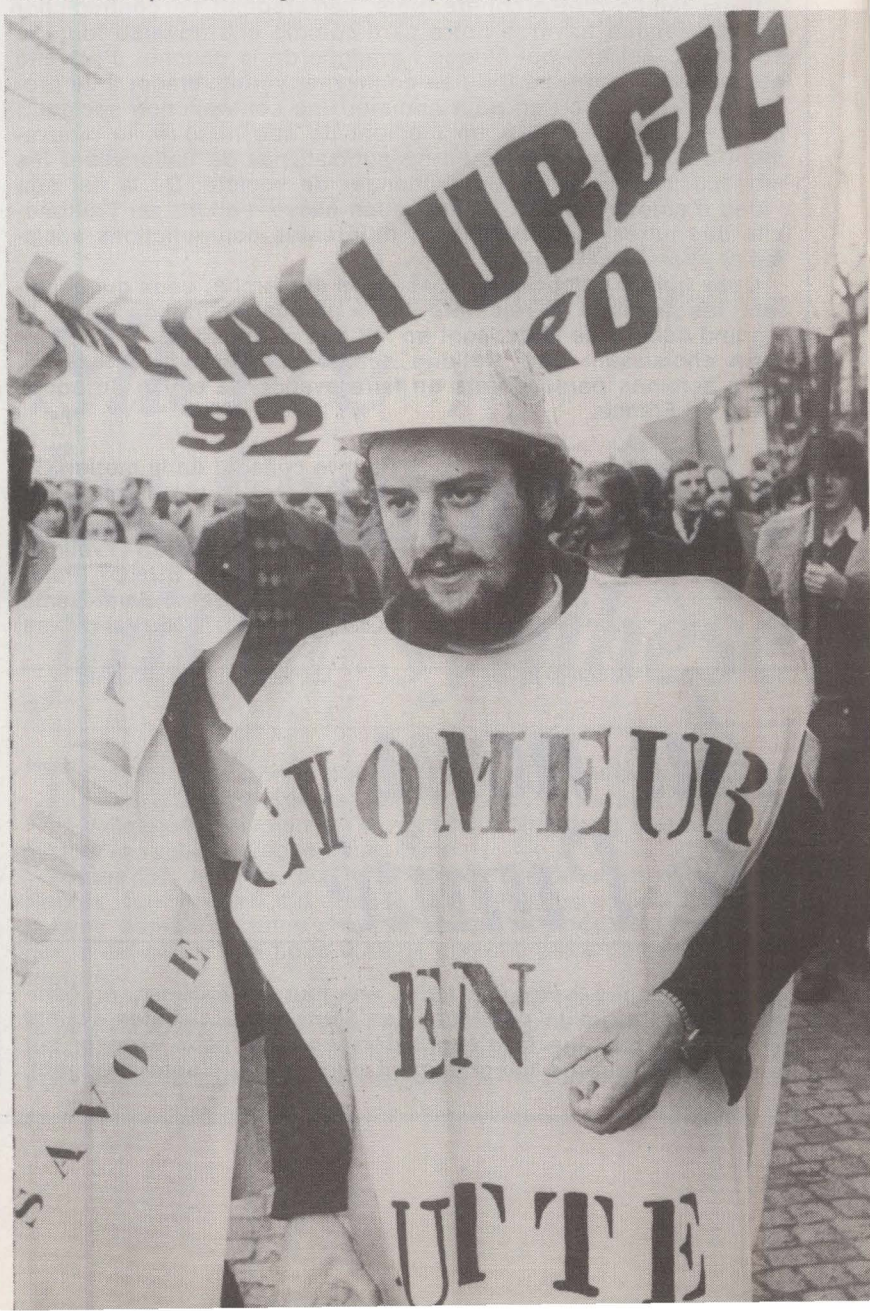
La défense du préfet a été fondée sur un seul argument : c'est à la demande de la C.g.t. que l'on avait évité de placer des forces de police le long du passage du cortège. Mais en l'occurrence, l'argument est faible : le Café de la Paix n'était pas sur le passage du cortège dont le groupe de tête s'est dispersé, sans le moindre incident, à l'entrée du carrefour de l'Opéra. Même en respectant les engagements pris avec la C.g.t., rien ne s'opposait à ce que des policiers protègent le Café de la Paix et, en tout cas, puisqu'il s'en trouvait tout près, à ce qu'ils interviennent immédiatement après l'apparition des casseurs. Là comme devant chez Lancel, tout s'est passé comme si l'on avait voulu laisser les incidents prendre une certaine ampleur, ce qu'ont d'ailleurs confirmé, dans des déclarations faites au « Journal du Dimanche », plusieurs des commerçants victimes des pillages et qui ont eu le sentiment de ne pas avoir été protégés.

En laissant ainsi se créer une psychose de violence autour de manifestations qui ne sont qu'un aspect du libre exercice de la démocratie, ne voudrait-on pas développer l'idée qu'il vaudrait mieux ne pas autoriser ces manifestations ? Les élus R.p.r. Marcus et Kaspereit n'ont pas hésité à s'avancer sur ce terrain avec de si gros sabots que Jacques Chirac lui-même a dû les rappeler à plus de décence. Il reste que l'on attend toujours des explications plus satisfaisantes que celles du ministre et de son préfet, sur l'étrange comportement de la police à l'égard des « autonomes ».

ANTOINE VIOLET



Les casseurs pillant le magasin Lancel : pas un policier à l'horizon !







Les C.r.s. chargeant devant le même magasin : plus un « autonome » à l'horizon !





La délégation socialiste dans le cortège.

Impôts: la grève antisabotage

DEUX semaines de grèves tournantes par région pour les 75 000 agents de la Direction générale des impôts à l'appel de leurs quatre organisations syndicales (C.g.t., C.f.d.t., F.o. et Syndicat unifié). Bilan positif pour la première quinzaine d'action, avec une participation moyenne de 40 % des effectifs. « Par excès de conscience professionnelle, explique un inspecteur des Impôts F.o., beaucoup d'agents, submergés de travail en retard, hésitent à arrêter un jour en sachant qu'ils leur faudra rattraper le lendemain. » Ceci explique cela. Certaines régions ont cependant dépassé 55 % de participation (Dordogne, Aude, Manche, Ille-et-Vilaine, Pyrénées-Atlantiques, Landes, Ardèche, Essonne, etc.). La Bretagne, la Creuse et le centre régional des impôts de Marseille ont fait grève, pour leur part, à plus de 60 %.

La première des grandes revendications porte sur les effectifs. Sans doute la D.g.i. s'enorgueillit-elle des 37 millions de déclarations d'impôts traitées en 1977, provenant de 24 millions de foyers, 3 millions d'entreprises, 300 000 sociétés et ayant rapporté à l'Etat 461 milliards de francs. Les salariés de la D.g.i., eux, ne voient qu'une chose. Non seulement la fiscalité n'a cessé de se compliquer : le Code général des impôts et ses annexes comportent 3 416 articles maintenant. Mais, en plus, le volume des tâches s'est accru considérablement. Entre 1959 et 1976, le nombre des personnes imposées a triplé (5,2 millions contre 14,2 millions). Toutes les autres activités de la D.g.i. connaissent des progressions importantes, du nombre de conservations des hypothèques en passant par les procès-verbaux de remembrement ou les réclamations contentieuses. Le nombre des agents, lui, n'a pas suivi : à peine 1 % de croissance annuelle en moyenne. En 1975, un constat contradictoire a permis de déterminer sur la base d'un recensement systématique des charges de travail — qu'il manquait 12 000 emplois à la D.g.i. La même année, au cours d'un Comité interministériel, le président de la République avait annoncé 3 200 créations d'emplois pour la seule lutte contre la fraude. A ce jour, cet engagement n'a pas été suivi d'effet.

Cette pénurie, tout le monde l'admet, du Conseil économique et social (rapport Egret du 29 novembre 1978) au ministre du Budget lui-même, Maurice Papon. Mais on en reste là. Résultat : il existe 700 000 entreprises vérifiables et 5 735 vérificateurs, dont 1 821 à temps plein seulement. Cela donnait, pour 1977, des vérifications une fois tous les trente-quatre ans et demi pour les petites entreprises. Et une fois tous les 9,9 ans pour les entreprises de plus de 50 millions de chiffres d'affaires. Quand on sait que les fraudes commises au-delà de la quatrième année précédant la vérification sont prescrites, et que la moyenne des vérifications sur place s'établit à dix-sept ans, on imagine que la France reste un pays très acceptable pour les fraudeurs.

Et puis, il faut compter avec les erreurs. En 1974, la précipitation et le manque d'effectifs pour la révision des valeurs locatives ont permis à 43 000 Marseillais de ne pas payer de taxe d'habitation. De tels exemples se retrouvent dans presque toutes les grandes villes de France. Situation similaire au cadastre : au Havre, 12 000 hectares ne sont ni évalués ni cadastrés, faisant sauter ainsi au moins 600 taxes professionnelles des entreprises installées dessus.

Le montant estimé de la fraude fiscale, évalué par les organisations syndicales et confirmé par l'ex-ministre des Finances Jean-Pierre Fourcade, tend vers 50 milliards de francs par an. Les vérifications effectuées en 1977 ont abouti à 6,7 milliards de redressements, dont seuls 60 % ont des chances d'être recouvrés par l'Etat.

C'est tout cela que les agents des Impôts ont voulu dénoncer par leur grève. Sans oublier leurs salaires : 2 600 F pour un agent débutant — prime non comprise, à la tête du client pour une bonne partie. Les inspecteurs en haut de l'échelle n'atteignent pas facilement 6 000 F. Une somme que leurs collègues passés au privé touchent en trois après-midi de travail, quand ils aident une société à « se sortir » des méandres de la fiscalité !

UN centre des impôts de la région parisienne. Ni vétuste, ni ultra-moderne. Représentatif de tous ceux que compte la D.g.i. (Direction générale des impôts) à travers la France.

Voilà pour la présentation des lieux : donner plus de détails risquerait de faire peser sur le personnel des menaces de sanctions diverses et variées. Depuis quelques années, on pratique, aux Finances, une politique de suspicion tous azimuts à l'égard des agents. Sous prétexte d'obligation de réserve, on essaie de clouer le bec des militants syndicaux et politiques trop actifs. Baisse de note, amputation de la prime de rendement, refus de promotion constituent l'arsenal de base agité sans cesse au-dessus de la tête des 75 000 agents des impôts. « Et, pour ceux que cela ne suffit pas à intimider, on constate, depuis quelque temps, l'utilisation systématique de procédures disciplinaires injustifiées à des fins d'exemplarité », dénoncent unanimement les quatre syndicats C.g.t., C.f.d.t., F.o. et autonomes des Impôts.

Dans leur bureau, Chantal et Martine, vingt et un ans toutes les deux, contrôleurs des impôts depuis un an toutes les deux (« contrôleuses » n'est pas encore passé dans le langage de la D.g.i.), ne songent qu'à une chose : obtenir leur mutation, leur espoir avoué : être envoyée dans un autre centre où elles auront les moyens d'effectuer correctement leur travail.

Quand elles ont débarqué là, fraîches sorties de l'Ecole nationale des impôts, elles se voyaient, spécialistes de l'impôt sur le revenu, établissant des dossiers impeccables et aidant les contribuables à se retrouver dans le dédale des lois fiscales. Elles ont vite déchanté. D'abord, elles ont ouvert les portes du placard métallique de leur bureau. Pour le seul « secteur d'assiette » (qui s'occupe des déclarations d'impôts des salariés), elles ont découvert une pile impressionnante de dossiers « en attente ». « On a trouvé un an et demi de réclamations en retard », affirme Martine. Un handicap impossible à remonter et qui ne fait même que s'accroître.

De belles statistiques

« Le cycle infernal commence en février, explique Chantal ; le moment où les contribuables font leur déclaration. Pendant cette période, le centre reçoit plus de mille appels téléphoniques par jour. » Au standard, elles sont deux pour endiguer ce flot... et s'arracher les cheveux. Les gens veulent des explications. « On est un service public. C'est normal qu'on les leur donne. » Martine et Chantal sont catégoriques. Seulement voilà, pendant qu'elles font cela, elles ne peuvent rien faire d'autre. Immanquablement — comme tous les agents des Impôts qui font le même raisonnement qu'elles —, elles finissent par se faire tancer par la hiérarchie, qui voit baisser le nombre des dossiers traités.

« Ils s'en fichent, du travail bien fait », affirment tous les collègues de Chantal et de Martine, qu'ils soient simples agents de constatation au bas de l'échelle, ou bien contrôleurs ou inspecteurs. « La seule chose qui compte, c'est de faire du chiffre », renchérissent-ils. Comprendre par là : l'agent le mieux noté est celui qui peut se vanter d'avoir rempli le plus grand nombre de fiches et liquidé le plus grand nombre de dossiers.

« Au niveau national, cela fait de belles statistiques, qui permettent au gouvernement de se gargariser pour son efficacité dans la lutte contre la fraude fiscale. » Cet avis d'André Roulet, secrétaire général du Syndicat des impôts F.o., ses homologues de la C.g.t., de la C.f.d.t. et du Syndicat autonome le partagent. Comme ils sont tous d'accord pour dénoncer cette course au rendement, source d'erreurs de plus en plus nombreuses et parfois lourdes de conséquence.

« Imaginez, poursuit Chantal. Ici, on est trois pour établir autour de 9 000 taxes d'habitations et 2 500 taxes professionnelles ex-patentes chaque année. Prenons le cas d'un immemble où sont signalés pour l'année précédente trois appartements vides. Vous vous imaginez qu'à trois on n'a pas le temps d'aller sur place vérifier s'ils sont occupés aujourd'hui ou non. Comme, de toute façon, il faut, au bout

du compte, arriver à récolter globalement X milliers de francs, on répartit la somme entre les habitants recensés. Tant mieux pour ceux qui passent à travers. Tant pis pour ceux qui figurent sur les listes. Travailler dans ces conditions, c'est du sabotage ».

L'écœurement de Chantal est celui de milliers d'agents des impôts. « Au début, on essaie de remonter la pente, parce qu'on se rend compte que cela entraîne trop d'injustice pour les contribuables, poursuit Martine. Mais on est vite débordé. Et comme, finalement, la hiérarchie nous encourage plutôt à bâcler le boulot, on finit par faire ce que l'on peut. Et tant pis pour le reste. Dans ce contexte, les erreurs commises dans l'établissement des dossiers se multiplient. Et les réclamations aussi. »

Une situation à la longue désespérante. Car, contrairement à la propagande gouvernementale, les agents des Impôts ne sont pas des je-m'en-foutistes ronds-de-cuir, assis à ne rien faire et contents de leur sort. « De plus en plus, la jeune génération renâcle, constate Christian Chartier, des Impôts C.f.d.t. Non seulement ils revendiquent pour leur salaire et leurs conditions de travail. Mais partout s'exprime la volonté de pouvoir faire son travail et de pouvoir le faire bien. »

Trente en quatre heures

« Je redoute les deux matinées où nous recevons les contribuables, raconte Chantal. On a beau essayer d'en voir le maximum, on ne peut pas en faire passer plus de trente en quatre heures. Pendant ces matinées, on n'arrête pas de se faire engueuler parce que les gens ont peur de ne pas être en règle avec le fisc. Quelquefois, ils attendent tellement longtemps, il leur arrive de se battre entre eux dans les couloirs pour arriver à passer. »

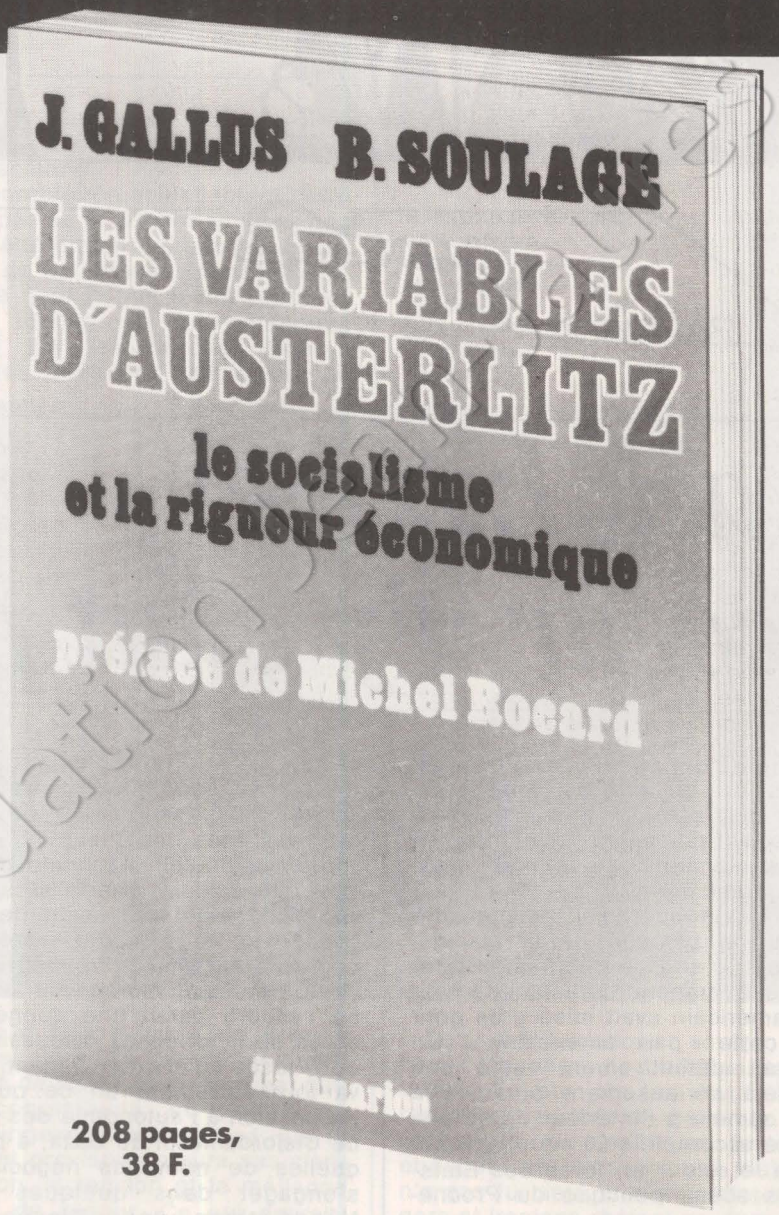
Parfois, les erreurs d'impositions ont des conséquences graves. « Il n'y a pas longtemps, on a vu le cas d'une employée des P.t.t. à qui on avait oublié de compter un enfant à charge. Elle a signalé l'omission. On lui a dit que sa réclamation était transmise à la perception. Elle pensait que l'affaire était réglée. En fait, il n'en était rien. L'année d'après, sa perception a opéré directement une retenue sur salaire. De plus, cette femme a été convoquée par la direction de son centre des P.t.t. Comme mauvaise contribuable, elle a reçu un blâme et a été mutée d'autorité. »

Outre le contribuable qui paie pour tous ceux qui passent à travers, faute d'un réseau assez serré pour rétablir une réelle justice fiscale, des histoires semblables à celles de cette employée des P.t.t. surviennent plus souvent qu'on ne l'imagine. « Mais, quand on se bat pour avoir des effectifs, constate tristement Chantal, on se fait neuf fois sur dix traiter de fainéants par le public... » Sans compter la culpabilité que l'on a réussi à faire naître chez les fonctionnaires.

« Sous prétexte qu'il y a des milliers de licenciés dans d'autres secteurs, il faudrait que nous qui ayons la sécurité de l'emploi, on n'en profite pas pour se mettre en grève. Mais chez nous aussi, on licencie, s'indigne Martine. Cinq cents vacataires viennent d'y passer. Cinq cents, ça fait du monde. On s'est mis en grève pour les défendre. Mais on n'a rien cassé. Et personne n'en a parlé. »

CHRISTINE COTTIN

Les socialistes et la rigueur économique.



Synergie, K.E.

208 pages, 38 F.

La leçon d'Austerlitz est qu'une victoire audacieuse n'est acquise que par la rigueur de la stratégie.

Aujourd'hui la condition de la victoire socialiste, c'est la rigueur économique.

FLAMMARION



Israël-Egypte: le coeur n'y était pas

C'est ce qu'ont pu constater les centaines de milliers de téléspectateurs qui, grâce à la transmission par satellite, ont pu assister lundi soir, en direct, à la signature de la paix entre l'Egypte et Israël.

Derrière la longue table rectangulaire dressée sur la pelouse de la Maison-Blanche, seul le sourire de Jimmy Carter traduisait une franche satisfaction : le président américain avait misé gros pour aboutir à cette « paix américaine ». Un échec aurait définitivement ruiné son autorité, déjà sérieusement ébranlée à l'extérieur comme à l'intérieur des Etats-Unis. L'acte accompli le 26 mars, grâce à lui, marque le retour en force des Etats-Unis sur la scène politique du Proche-Orient.

Les sourires de Sadate et de Begin, le premier surtout, étaient nettement plus figés, comme s'ils étaient bien conscients qu'au-delà d'une cérémonie spectaculaire et même de l'acte positif que constitue la signature d'un traité de paix, les difficultés demeurent entières. Une chose est, en effet, de mettre fin — sur le papier — à une guerre de trente ans, autre chose est d'établir une paix réelle dans la région, sans laquelle il n'y aura de tranquillité ni pour Israël ni pour l'Egypte. C'est ce qu'ont bien compris les populations des deux pays, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont pas manifesté un grand enthousiasme devant un acte historique espéré depuis si longtemps. Quant au secrétaire général de l'O.n.u., Kurt Waldheim, qui devrait, pourtant, être le premier à applaudir à tout effort en vue d'un règlement pacifique, il n'a pas caché son scepticisme, que plusieurs considérations peuvent effectivement justifier.

Une première source de difficultés vient du fait, évident, qu'Egyptiens et Israéliens n'ont pas la même interprétation du texte qu'ils ont signé. L'évacuation du Sinaï par les troupes israéliennes dans les sept mois suivant la conclusion de l'accord paraît une donnée acquise, après de laborieuses discussions qui ont duré jusqu'au dernier instant, mais il en va tout autrement en ce qui concerne l'accession à l'autonomie des populations de Cisjordanie et de Gaza, à propos desquelles de nouvelles négociations vont s'engager dans quelques semaines. Négociations dont l'issue demeure d'autant plus incertaine que le traité signé lundi constitue visiblement une fin en soi pour Begin, qui l'a répété à plusieurs reprises, alors que Sadate ne voudrait y voir qu'un point de départ, mais a dû signer sans avoir obtenu la moindre assurance en ce sens.

La deuxième raison de scepticisme vient du fait qu'en dépit de la phrase du préambule du traité, qui souhaite que celui-ci « constitue un pas important dans la recherche d'une paix intégrale dans la région », il s'agit bien d'une paix séparée, qui n'apporte aucune réponse à la question qui conditionne la conclusion d'un accord global : le sort du peuple palestinien.

Bien sûr, Anouar El-Sadate ne manque pas d'affirmer qu'en s'engageant dans la voie de la paix avec Israël, il demeure l'avocat des Palestiniens. Pragmatique, il compte sur les circonstances pour faire changer ceux-ci d'opinion. Son ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Boutros Ghali, affirmait dans une interview au « Monde » parue le jour même de la cérémonie de Washington : « Laissez apparaître en Cisjordanie et à Gaza les premières améliorations du sort des Palestiniens, et vous verrez l'opinion de nombre de ces derniers — ainsi que celle de bien d'autres Arabes — évoluer peu à peu en faveur de nos thèses. » Faut-il voir là ce que les Anglais appellent du « Wishful thinking » ?

Le ministre égyptien ajoute pourtant : « Nous continuerons à entretenir des contacts avec les Palestiniens de divers bords. Si nous ne parvenons pas à inclure certains d'entre eux dans notre délégation aux futurs entretiens avec Israël, nous resterons en permanence à l'écoute des desiderata du peuple palestinien. »

Le pari est audacieux quand on le met en parallèle avec les déclarations de Yasser Arafat, qui entend faire payer à Sadate sa « trahison », et avec les réactions négatives des pays arabes, y compris les plus modérés comme l'Arabie saoudite, qui semble elle-même d'accord pour supprimer toute aide économique à l'Egypte. Sur le terrain même, les premiers attentats qui ont suivi en Israël la signature du traité confirment que les organisations palestiniennes n'ont, de leur côté, aucunement l'intention de se laisser « démobiliser », leur objectif premier étant de paralyser les négociations qui doivent suivre la signature du traité israélo-égyptien.

Pays arabes et Palestiniens seront d'autant plus conduits à durcir leur position — c'est le troisième élément à prendre en compte — qu'ils y seront encouragés par l'Union soviétique, peu désireuse de laisser sans réplique cette « pax americana » au Proche-Orient. Ce n'est pas par hasard qu'Andrei Gromyko se trouvait à Damas — capitale d'un des principaux pays du « front du refus » — quelques heures avant la cérémonie de la Maison-Blanche, que l'agence Tass a été

prompte à dénoncer comme « un marchandage antiarabe, qui nuit avant tout au peuple arabe de Palestine », et comme un moyen pour Washington de « renforcer juridiquement sa présence militaire au Proche-Orient ».

Il faut, certes, se garder d'appréciations définitives sur ce que va être le comportement des uns et des autres. La seule certitude est que, même si l'obstination de quelques hommes a permis d'inscrire le mot paix — en arabe, en hébreu et en anglais — entre deux pays qui se sont combattus pendant trente ans, il faudra encore beaucoup d'efforts et de patience pour que cesse au Proche-Orient le feu des surenchères et des explosions.

CLAUDE ESTIER

Iran : la révolution légitimée

De notre envoyé spécial

« C'est la première fois dans l'histoire mondiale qu'une révolution victorieuse se fait légitimer par un référendum. Si nous pouvons nous payer ce « luxe », c'est grâce à l'enthousiasme et à l'adhésion populaires. » En tenant ces propos dans son luxueux bureau du ministère des Affaires étrangères, le nouveau secrétaire d'Etat aux Affaires politiques, Ahmad Salamatian, ne peut cacher une certaine fierté. Revenu dans son pays en novembre dernier, après quinze années d'exil parisien, Salamatian joue aussi un rôle important dans les instances dirigeantes du Front national, parti dont plusieurs responsables sont actuellement membres du gouvernement.

L'optimisme de Salamatian est probablement excessif sous certains aspects. Certes, personne ne doute que le référendum ne consacre, le vendredi 30 mars, l'entrée de l'Iran dans l'ère de la République islamique. Dix-huit mille bureaux de vote — dont 2 500 pour la seule capitale —, installés dans des mosquées, des écoles ou des locaux administratifs, devaient accueillir les électeurs.

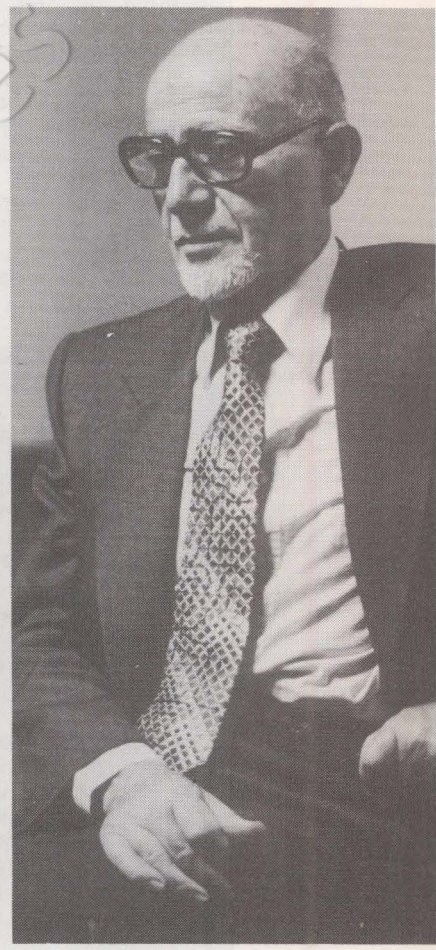
Si la quasi-totalité des Iraniens est incontestablement favorable à l'abandon de la dynastie Pahlavi, des divergences politiques suffisamment sérieuses sont apparues parmi les républicains pour que le « oui » ne soit pas aussi massif qu'il aurait pu l'être. Nombreux sont ceux qui refusent le passage de la monarchie à la monachie... Le Front national démocratique — qui se voudrait, à terme, rassembleur de l'ensemble des forces de la gauche non communiste — a fait savoir qu'il n'approuvait pas la forme de ce référendum, limité à une simple alternative. Faute de pouvoir choisir entre la monarchie, la République islamique et la République (sans qualificatif), les membres du Front national démocratique ont décidé de ne pas participer au scrutin. Et ils ne seront pas les seuls.

Des heurts sanglants se sont produits la semaine passée à Sanandaj et à Mahabab, les deux principales villes du Kurdistan. Ils ont fait près de deux cents victimes, tant parmi les Kurdes que parmi les forces progouvernementales. Des émissaires ont été dépêchés d'urgence depuis Téhéran, sous la conduite de l'ayatollah Taleghani, pour négocier sur place avec les représentants de la population kurde. A cette occasion, un des proches conseillers de Khomeyni, Hassan Abol Banisadr, s'est fait chahuter, au point de ne pouvoir s'exprimer qu'avec difficulté, pour avoir dit à la télévision que l'agitation au Kurdistan pouvait faire l'objet de manipulations dirigées contre la révolution iranienne.

La trêve enregistrée actuellement pourrait bien ne pas se prolonger au Kurdistan au-delà du référendum. Le gouvernement a dû y faire de nombreuses concessions. Une liste de sept points a été dressée, qui résume le contenu de l'autonomie revendiquée par les Kurdes. Celle-ci porte sur des questions religieuses (la majorité des quatre millions de Kurdes sont sunnites, alors que les Iraniens sont chiites à plus de 90 %), linguistiques, culturelles, économiques et politiques. Selon des dirigeants kurdes, tant que le gouvernement provisoire n'aura pas clarifié sa position, la tension et la méfiance continueront de régner. Ce qui devrait, dans l'immédiat, se traduire par l'abstention des Kurdes au référendum.



Hassan Abol Banisadr et l'ayatollah Taleghani recevant la délégation du Comité international du droit des femmes.



Mehdi Bazargan.

Le pouvoir à Qom plutôt qu'à Téhéran

Finalement, dans ses profondeurs, l'Iran paraît coller d'assez près au discours des religieux. Omniprésents, ceux-ci semblent superviser le pouvoir exécutif dans de nombreux domaines, tels que la police, la sécurité et la justice. Sans doute les coups de feu se raréfient-ils la nuit, mais les contrôles de véhicules par de nombreuses patrouilles armées, les arrestations de voleurs et la chasse aux suppôts de l'ancien régime par les « Comités Khomeyni » témoignent que le pouvoir se situe davantage à Qom qu'à Téhéran.

L'élection dans quatre ou cinq mois d'une Assemblée constituante devrait clarifier la situation. C'est là seulement que se révéleront des clivages politiques déjà très perceptibles non seulement au niveau de la réserve de l'intelligentsia, mais à travers toute l'élite. Les craintes de ceux qui redoutent une certaine évolution fascisante du nouveau régime seront confirmées ou plus probablement dépassées à ce moment-là. En tout état de cause, même si télévision est aujourd'hui devenue sinistre et totalement alignée, et malgré la disparition le 27 mars de trois quotidiens iraniens en langue étrangère, la liberté d'expression est actuellement incomparablement plus importante que sous le chah.

Des manifestations contre le traité israélo-égyptien, l'occupation de l'ambassade d'Egypte par les étudiants arabes recueillent l'adhésion générale. Mais les problèmes de politique intérieure et étrangère ne résolvent pas tout. Le chah n'a pas fui seul. Les investisseurs étrangers et iraniens restent prudemment dans l'expectative. Plus de 10 % de la population active est au chômage. Aussi, comme le dit un économiste, les problèmes collectifs ont monopolisé l'attention des nouveaux dirigeants du pays. Et les effets conjugués de la crise économique, déjà perceptible sous l'ancien régime, et des longues grèves politiques appellent des solutions urgentes.

Aujourd'hui, le référendum pose moins de problèmes que l'avenir économique et social du pays. Mais quelle révolution mettant un terme à cinquante ans de despotisme peut-elle ne pas se heurter à de telles difficultés ? L'arrêt des exécutions expéditives, s'il se confirme, fera vraisemblablement de la révolution iranienne — malgré tout — l'une des moins sanglantes de l'Histoire.

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie sociale

Quand la vie humaine ne vaut pas cher

Non-lieu pour l'ancien directeur des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, Max Hecquet. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai ne le juge pas responsable d'homicide involontaire.

Les faits remontent à 1974. Cinq morts, dues au mauvais état de conduites de gaz faisant partie du réseau des Houillères. En mai, quatre personnes meurent asphyxiées à la suite d'une fuite dans une de ses canalisations de gaz. Deux mois plus tard, une cinquième mort, dans les mêmes circonstances : la même canalisation fuyait, mais à un autre endroit.

En mars, le juge d'instruction du tribunal de Béthune, Patrice de Charette, inculpe le P.-d.g. des Houillères. L'enquête permet d'établir que les conduites de gaz étaient dans un état défectueux et qu'aucune mesure n'avait été prise pour les remettre en état.

Max Hecquet est envoyé devant le tribunal correctionnel. Le parquet de Béthune s'y oppose, fait appel et on en arrive au jugement de Douai.

Les juges ont estimé que l'accident était imprévisible.

Le premier, peut-être ; mais le second ? Quant au directeur général, il n'est pas responsable : sa responsabilité « ne serait engagée que dans la mesure où il serait établi que celui-ci, informé de la nécessité d'engager une dépense indispensable au respect des règles de sécurité, s'y serait refusé ». Les quatre premiers morts n'étaient-ils pas une information suffisante ? Il faut croire que non. De même, leur mort n'impliquait pas la nécessité de dépense. C'est du moins l'opinion des juges.

Même quand la justice condamne un patron, la vie humaine ne vaut pas cher. L'ex-P.-d.g. d'une usine de plastique de Marseille et deux contremaîtres viennent d'être condamnés après un accident mortel du travail. La victime, vingt-sept ans, père de trois enfants, avait agonisé huit jours après avoir été grièvement blessé, alors qu'il effectuait une soudure à l'arc. Le patron et ses deux assistants ont été jugés responsables « de négligences et d'imprudences graves ». Ils ont été condamnés à 1500 F d'amende chacun.

Le chômage ne fait pas l'union

Etre privé d'emploi apparaît, pour les jeunes, comme un handicap majeur au mariage. Telles sont les conclusions d'un rapport que vient de publier l'I.n.e.d. (Institut national d'études démographiques).

1972 : on ne parle pas encore de crise. Le climat est optimiste. Les jeunes aussi : 416 000 mariages sont enregistrés. Tout de suite après, l'horizon économique s'assombrit. Comme le constatent les experts de l'I.n.e.d., la crise du chômage tend à mettre en place un « nouveau régime de la nuptialité ».

Non seulement on se marie moins jeune que lors des années de croissance forte, mais surtout on se marie moins. Le nombre des mariages estimés pour 1978 est de 355 000, soit 13 000 de moins que l'année précédente et 20 000 de moins qu'en 1976. La réduction du nombre annuel des mariages traduit un retard « cumulé » de quelque 230 000 de ceux-ci depuis 1972.

L'I.n.e.d. confirme que le chômage pousse les jeunes à poursuivre des études « plutôt qu'à chercher un emploi hypothétique et à s'établir ».

C.f.d.t. : vers un congrès « difficile »

Le conseil national de la C.f.d.t., qui s'est réuni les 22, 23 et 24 mars, a précisé les thèmes qui seront abordés au congrès de Brest en mai.

Un débat général sur l'activité de la centrale donnera lieu à quatre résolutions qui seront amendées et discutées. « Comme en 1970, a déclaré Edmond Maire, la stratégie de la C.f.d.t. est en cause. C'est elle qui sera au centre des débats. »

La question centrale est en fait : la C.f.d.t. a-t-elle été débordée par une logique trop électorale ? Depuis maintenant un an, les responsables de la centrale le pensent, et ils se sont axés sur une politique de recentrage. Estimant que les partis politiques n'offrent plus d'alternative à court ou moyen terme, ils souhaitent redonner la priorité à l'action syndicale.

« La difficulté du mouvement syndical à reprendre la barre après mars 1978 est au cœur des débats », estime Edmond Maire, qui a évoqué les craintes de certains militants à l'intérieur même de la C.f.d.t. Craintes que la division syndicale ne s'installe. Que l'accent ne soit pas assez mis sur les luttes d'ensemble. « Il est vrai, a-t-il précisé, que des militants C.f.d.t. sont séduits par des formes d'action spectaculaires, qui permettent au moins de se défouler. »

D'ores et déjà, le secrétaire général de la C.f.d.t. prévoit de nombreuses abstentions lors des votes, et un congrès « difficile », dont l'enjeu est « un pari sur la maturité des militants ».

Les tours de contrôle à la Défense

40 000 employés sous surveillance : ce sont ceux de la Défense. La C.g.t. vient de rendre publiques les méthodes d'espionnage dont sont victimes les salariés travaillant dans ces tours.

A la tour Fiat, par exemple, une caméra balaie tout le hall d'entrée à longueur de journée, ce qui permet de surveiller constamment les allées et venues du personnel. D'autres tours sont interdites à qui n'y travaille pas : seuls peuvent pénétrer dans les bureaux les employés munis d'un badge magnétique. Et un peu partout, les surveillants des « sociétés de gardiennage » on l'œil.

Condamné à mourir de faim par Carrefour pour quatre croissants ?

Quatre croissants promis à la poubelle n'auraient jamais osé prétendre à un destin national. C'est pourtant chose faite, grâce à la direction du Carrefour d'Hérouville-Saint-Clair, dans la banlieue de Caen (Calvados).

A cause d'eux, Patrick, salarié de l'hypermarché, fait la grève de la faim depuis le 22 mars pour obtenir sa réintégration. A cause d'eux, dix-huit collègues de Patrick ont été mis à pied pour trois jours, le 26 mars, sans connaître les motifs de cette sanction. Toujours à cause d'eux, le 28 mars, la mairie d'Union de la gauche d'Hérouville-Saint-Clair et son maire socialiste, François Geindre, nouvel élu au conseil général, ont dû comparaître devant le tribunal des référés à la demande de l'hypermarché. Motif : depuis l'ouverture de la galerie marchande, Carrefour, par convention, met à la disposition de la mairie un local qui sert d'antenne municipale pour faciliter la vie des habitants et leur éviter de courir jusqu'aux bâtiments centraux chaque fois qu'ils ont besoin d'une fiche d'état civil. Carrefour conteste à la mairie le droit d'abriter dans ce local un gréviste de la faim et demande l'expulsion de l'intrus.

« Et tout cela à cause de quatre croissants ! » : une phrase qui revient souvent dans la bouche des habitants d'Hérouville, scandalisés, qui, par dizaines, se rassemblent chaque soir, à 18 heures au meeting organisé devant l'entrée de la galerie marchande pour soutenir le gréviste de la faim.

Patrick, vingt-quatre ans, père d'un bébé de cinq mois, travaille chez Carrefour depuis l'ouverture du magasin, il y a deux ans et demi. Un salarié modèle, qui donne entière satisfaction, au point qu'il est très vite promu au poste de gestionnaire de stock pour le bazar.

Le lundi 19 mars, comme chaque jour, après le déjeuner, il profite du temps de pause qui lui reste pour aller lire au rayon librairie. Là, il voit une boîte de croissants, ouverte, oubliée là sans doute par un client. Il reste quatre croissants. Patrick sait que cete boîte ne pourra être remise en vente et sera jetée. Sans y prendre garde, et sans penser à se cacher, Patrick mange les quatre croissants. A 14 heures, il retourne à son poste comme prévu. C'est là qu'une demi-heure plus tard le chef de service de sécurité du magasin l'invite à le suivre dans son bureau. Un peu étonné, mais sans inquiétude, Patrick le suit. Il ne se doute pas qu'il a été dénoncé par quelqu'un qui l'a vu manger les croissants. Accusé par la direction, il ne songe pas à nier. Et il signe un papier où il reconnaît les faits.

Séance tenante, on lui notifie sa mise à pied de trois jours, en attendant son licenciement définitif. Patrick n'en croit pas ses oreilles. Incrédule, il revient le soir au magasin avec sa femme, son bébé, explique à la direction que sa femme est au chômage et qu'il doit payer son crédit. Le directeur ne veut rien savoir.

Patrick réfléchit. Il discute avec ses camarades de travail. Lui qui était plutôt un solitaire, qui ne s'était jamais fait remarquer, qui n'avait jamais songé à se syndiquer, il va voir la C.f.d.t. Elle accepte de le soutenir. Le 22 mars, Patrick commence une grève de la faim dans le bureau



Comment s'étonner, dès lors, de l'isolement dont se plaignent bien des salariés travaillant à la Défense ?

Le droit de grève menacé

La direction de l'usine Renault du Mans avait intenté un procès au syndicat C.g.t. pour la grève des travailleurs des presses, en février-mars 1975. Le tribunal de grande instance du Mans vient de condamner le syndicat C.g.t. de l'usine Renault du Mans pour abus de droit syndical, engageant sa responsabilité civile. Pour le tribunal, la grève de 1975 était illicite, elle aurait provoqué la désorganisation du travail et causé un préjudice commercial à l'entreprise. Un expert est donc désigné pour vérifier et déterminer le montant de ce préjudice, que la direction patronale évalue à près de 30 millions de francs.

Une décision de justice dangereuse et inacceptable.

Après la tentative d'Air France ou de la Naphtachimie-Lavéra de faire condamner la C.g.t. à des dommages-intérêts pour fait de grève, et d'autres actions en cours menées contre les syndicats par la compagnie Air Inter, la S.n.i.a.s.-Déol, etc., c'est une attaque en règle contre le droit de grève qui se développe.

Préoccupations de cadres

Une enquête de la Fédération de la métallurgie sur les préoccupations des ingénieurs réalisée en 1977 : 70 % de la population interrogée place en tête la participation aux décisions ; 53 % place en second l'emploi. Il est sans doute probable que cette préoccupation est, depuis, devenue prioritaire.

La F.g.m. a d'ailleurs constaté un développement sans précédent des mutations et des différentes formes de travail précaire pour les ingénieurs : intérim, travail en régie, sur contrat à durée limitée, stagiaires sous-payés, travail à temps partiel, etc.

41 % placent ensuite les conditions de travail et se plaignent des effectifs insuffisants, de la mobilité forcée, de la parcellisation du travail.

Viennent enfin le salaire et le statut particulier du cadre.

La nouvelle bataille des Ardennes

« Pour que vivent les Ardennes », les habitants de ce département « monteront » à Paris le 30 mars.

Une journée d'action organisée à l'appel de la C.g.t., de la C.f.d.t., de F.o. et de la Fen. D'un côté, la montée sur Paris : 2 000 Ardennais, amenés par une trentaine d'autobus affrétés par les municipalités, viendront demander des comptes à Raymond Barre. Au plan local, des initiatives sont également prévues. Des rassemblements locaux dans tout le département convergeront le matin sur la place Ducale de Charleville-Mézières. Les bus partiront ensuite pour la capitale, tandis que les travailleurs restant sur place manifesteront en ville.

L'après-midi, tous les accès du département seront bloqués : entre 14 et 18 heures, nul ne pourra emprunter les routes ou les voies ferrées. Une exception pour les trains de voyageurs. Ils seront seulement arrêtés, le temps pour les syndicalistes d'expliquer les problèmes de la région : sur une population active de 90 000 personnes, 12 000 chômeurs, et 5 000 suppressions d'emplois prévues en 1979.

Des chiffres que les Ardennais montés à Paris veulent rappeler à Raymond Barre, qui leur avait promis, lors d'un voyage en août 1977 chez eux, d'apporter « une attention particulière aux problèmes du département » !

207 000 demandeurs d'emploi de plus

Le nombre des chômeurs a augmenté de 2,3 % entre janvier et février.

Le mois dernier, 122 200 personnes ont perdu leur emploi, dont 355 000 à la suite d'un licenciement économique, et 42 000 à la fin de contrats à durée déterminée. A ces chiffres s'ajoutent de nouveaux chômeurs, et c'est en tout 207 000 demandeurs d'emploi qui se sont inscrits le mois dernier.

Commentaire du ministre du Travail, Robert Boulin, sur les statistiques de la fin février : elles « confirment la fragilité du marché du travail depuis plusieurs mois ». Doux euphémisme.

municipal de la galerie marchande. L'information se répand comme une traînée de poudre.

Le samedi, jour d'affluence à Carrefour dans cette ville ouvrière, la C.f.d.t. décide de faire une assemblée aux portes de la galerie marchande et appelle les salariés de Carrefour à débrayer le matin.

Une trentaine de salariés courageux acceptent d'être solidaires de Patrick. « Courageux, il fallait qu'ils le soient, explique l'un des délégués C.f.d.t. La direction n'a pas cessé de multiplier les mesures d'intimidation et les menaces pour les empêcher de le faire. » De leur côté, les associations des habitants du Val et de consommateurs décident d'agir. En groupe, ils entrent dans l'hypermarché, vont chercher des croissants, les brandissent aux caisses en réclamant la direction. Celle-ci réplique en faisant fermer le magasin sous prétexte de protéger la sécurité des clients et du personnel.

Depuis, la guerre des croissants bat son plein. Sans motif, dix-huit des salariés qui ont débrayé samedi se voient refoulés le lundi quand ils se présentent à leur travail. Tous mis à pied jusqu'au jeudi.

D'un autre côté, les tracasseries contre Patrick se multiplient : pour l'empêcher de dormir alors qu'il est déjà affaibli, le magasin branche durant la nuit son carillon publicitaire qui se déclenche tous les quarts d'heure. De son côté, la femme de Patrick reçoit, la nuit, des menaces faites par des voix inquiétantes derrière sa porte d'entrée.

Dans le magasin, la direction ne chôme pas. Les fausses accusations pleuvent. Les clients sont abreuvés de tracts patronaux qui leur sont distribués aux caisses pour attaquer les éléments perturbateurs qui veulent la mort du magasin. En leur faisant du chantage à l'emploi, aidée sans fausse honte par la section F.o., la direction arrive à faire signer par plus de cent salariés une pétition qui demande le licenciement des délégués syndicaux et de tous ceux qui participent à l'action. D'un autre côté, pour démoraliser le gréviste de la faim, des cadres de Carrefour affirment que Patrick est un simulateur qui mange en cachette.

A la mairie, on reste sans voix devant de telles pratiques. Tous les soirs, la section C.f.d.t. des municpaux participe au meeting de soutien et vient réconforter Patrick.

La direction, elle, en fait une question de principe. Patrick, dit-elle, ne sera pas réintégré. A 6,50 F le paquet de croissants, elle précise que cela ferait, par jour et par employé, une perte de 540 000 F ! Une position intenable, que deux salariées à la boulangerie ont dénoncée le samedi au cours de la réunion tenue par la C.f.d.t. « Pas plus tard que ce matin, nous avons jeté pour 350 F de produits déconditionnés », ont-elles affirmé. Pour cette phrase, elles ont écopé, elles aussi, de trois jours de mise à pied.

« Si seulement le personnel n'avait pas si peur et osait dire qu'il nous est tous arrivé de manger un article au lieu de le jeter, ils ne pourraient quand même pas licencier trois cents personnes », s'indigne un vendeur. Une tactique vérifiée, il y a quelques mois, au Prisunic des Champs-Elysées. Pour avoir bu une gorgée d'eau d'une bouteille ouverte, une vendeuse avait été emmenée au commissariat et menacée de licenciement. La solidarité de tout le personnel l'avait emporté : la direction avait accepté de ne pas porter plainte, et le licenciement s'était commué en mise à pied de principe.

En attendant, pour avoir mangé quatre croissants, Patrick sera-t-il condamné à mourir de faim ?

CHRISTINE COTTIN

changer la vie quotidienne

A 87 : la dernière filouterie de l'administration

On la croyait morte et enterrée. Phénix de la région parisienne, elle renaît de ses cendres. L'autoroute A 87 refait surface avec une déclaration d'utilité publique concernant le tronçon qui traverse l'Essonne.

Pourtant, trois ministres successifs avaient assuré que l'autoroute, dans sa première formule, était abandonnée. Les maires de toutes les communes concernées par cette voie rapide devant ceinturer Paris se sont presque tous opposés au projet. Sans parler des associations de défense. Regroupées dans le bureau de liaison des associations de Paris et de la région parisienne, elles font de nouveau entendre leur voix. Contre le gaspillage, contre un projet qui va détruire « un tissu urbain et humain », permettre le transit des poids lourds autour de la capitale et démembrer communes et forêts. Elles se fondent sur les prévisions — fausses — d'un schéma d'aménagement dont tous s'accordent à demander la révision.

Alors, l'administration en transforme l'appellation : d'autoroute elle devient boulevard. Filouterie qui ne suffira pas à désarmer l'obstination des populations.

Soleil, soleil, tu n'as pas ton pareil...

L'architecture bioclimatique, c'est quoi ? Réunis pour une journée nationale d'information, le 27 mars, des ingénieurs, des architectes, des fonctionnaires — et quelques maîtres d'ouvrage — ont débattu de l'architecture solaire. Construire avec le climat, cela s'est pratiqué pendant des siècles. Savoir perdu que nous recherchons aujourd'hui, grâce à des techniques et des matériaux nouveaux. Le Plan construction, au ministère de l'Environnement et du Cadre de vie, a choisi d'encourager cette voie. Espérant y puiser 40 % d'économies de chauffage, mais délaissant un peu les systèmes de chauffage par capteurs, considérés encore comme peu rentables.

C'est la conception même du bâtiment qui entre en ligne de compte dans l'architecture bioclimatique. Au nord, la maison se protège du froid par un espace tampon, garage, cellier, atelier. Au sud, elle pompe la chaleur grâce à une serre. Le capteur solaire le plus économique, le plus rentable, c'est la fenêtre exposée au sud. » D'autres systèmes, plus élaborés, sont imaginables : derrière la serre, un mur épais emmagasine la chaleur et la redistribue pendant la nuit. Ou bien des bidons remplis d'eau, un lit de cailloux, qui peuvent garder la chaleur pendant plusieurs jours. Investissements modiques, qui doivent malheureusement se prévoir dès la construction. Et suppose un renouvellement de l'architecture. Effort de recherche que, pour l'instant, seuls les architectes sont prêts à fournir. Les maîtres d'ouvrage restent très réticents face à des investissements plus lourds. Et les encouragements de l'administration ne paraissent guère efficaces. Les calculs d'isolation, la réglementation tout entière continuent à considérer la fenêtre uniquement comme un facteur négatif. Les constructeurs de matériaux ne se donnent, eux aussi, que peu de mal : le verre et les maçonneries coûtent fort cher lorsqu'il s'agit de leur demander de conserver l'énergie.

Les Américains semblent faire plus d'efforts que nous, même si leur technique est encore à un niveau sensiblement identique au nôtre. Ils ont lancé un programme de 2 500 000 maisons solaires pour 1985 et y ont consacré depuis 1975 plus de trente millions de dollars, grâce à des abattements fiscaux importants : jusqu'à près de 20 % de l'investissement. L'Agence pour les économies d'énergie, en France, espère seulement des économies de 900 000 tonnes d'équivalent-pétrole par an grâce au chauffage solaire.

Ce ne serait déjà pas si mal, après tout. Puisque le gouvernement français, long à la détente, n'est toujours pas persuadé des bienfaits solaires. La nouvelle augmentation du pétrole ne semble pas suffisante à le convaincre.

F. de G.

L'union libre... ne l'est pas tout à fait

Le nombre des couples dits « illégitimes » a triplé en dix ans : en 1979, environ un million de Français et de Françaises vivent en union libre. Phénomène libertaire, mais aussi phénomène de masse qui débouche, à travers la reconnaissance sociale, sur une irruption de la réglementation administrative.

L'évolution récente de la jurisprudence en témoigne : les versements de pensions alimentaires sont de plus en plus fréquents en cas de séparation d'un couple non marié si « l'union durait depuis plusieurs années ». Dans ces mêmes conditions, une « concubine » est en droit de percevoir une indemnité en cas de décès de son compagnon dans un accident de voiture. De même, il est possible de souscrire un contrat d'assurance vie en faveur de sa compagne ou de son compagnon.

Normal ? Bien sûr... mais, si cela continue, il n'y aura bientôt guère de différences entre l'union libre et le mariage : de quoi décourager les amoureux de la marginalité !

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES

TRÉCA
ÉPÉDA
SIMMONS



LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e ■ Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

La forêt bradée aux chasseurs...

Pour qui sont les forêts domaniales ? C'est à l'Office national des forêts, chargé de la gestion du patrimoine forestier public, qu'il faut poser la question. L'O.n.f. vient en effet de procéder à la vente par adjudication de lots de chasses dans les forêts domaniales de l'Ile-de-France.

L'intersyndicale C.f.d.t.-C.g.t. des forestiers se joint aux associations d'usagers pour dénoncer ces ventes par adjudications aux sociétés de chasse : « C'est une tentative de privatisation qui décharge l'O.n.f. de la gestion et de l'entretien des forêts de l'Etat. » Quant au rôle de protection des forestiers pour la faune sauvage, n'en parlons pas !

Vive l'autobus

Tel pourrait être le mot d'ordre lancé par la Fédération des associations d'usagers des transports (63, rue Raymond-Losserand, Paris 14e). Pour Paris, l'association vient de sortir le premier numéro d'un bulletin trimestriel : Combat Transport. Son but « obtenir la priorité aux piétons, aux cyclistes et aux transports en commun sur la voirie parisienne ». Mais, pour ne pas tout réclamer en même temps, il commence par les autobus avec deux revendications : priorité à l'autobus par un double couloir central dans les avenues et par l'interdiction du trafic automobile dans les rues où il passe ; fonctionnement de toutes les lignes d'autobus sept jours sur sept, aux heures et fréquences des métros. Avec l'espoir d'amorcer une mise en question de la place de la voiture individuelle dans la ville.

Creil : huissiers contre locataires en colère

Face à l'escroc ou à l'incapable, le locataire reste toujours démuni. Les habitants du domaine des Hautes-Haies, à Creil (Oise), en savent quelque chose. Lors de l'hiver 1977-78, le chauffage avait été coupé dans les 1 600 logements pour cause de mauvaise gestion du propriétaire : M. Nougaro oubliait de payer ses fournisseurs malgré les charges très élevées qu'il demandait à ses locataires. Les poursuites engagées par ses créanciers ont provoqué la nomination de deux syndics qui ont chargé le Groupement foncier français de remettre de l'ordre dans le domaine. Et voilà menacés d'expulsion les 250 locataires qui avaient cessé depuis deux ans de payer leur loyer, pour protester contre l'état déplorable de l'ensemble. L'amicale de locataires avait demandé que le domaine soit confié à une société H.l.m. et déclaré zone sinistrée. On lui a répondu par la menace des huissiers. Un syndicat anti-expulsion s'est formé, avec le soutien des organisations de gauche.

Une bouffée de « Marjolaine » à la Bastille

Pour cesser de fumer, pour tout savoir sur le chauffage solaire que vous pouvez installer chez vous, pour donner vos bouteilles vides... Marjolaine ouvre à nouveau ses portes, du 30 mars au 8 avril, à la Bastille.

Un peu fête, un peu carnaval et grande bouffe, un peu mercantile, aussi. Mais une bouffée d'air « non pollué ».

Nicaragua : une partie de poker à l'échelle d'un continent

Les révolutionnaires sandinistes ont presque tous les atouts en main, le dictateur Somoza triche, les Etats-Unis bluffent et la bourgeoisie a la place du mort (pour le moment). L'issue de la gigantesque partie de poker qui se joue au Nicaragua aura des répercussions sur tout le sous-continent américain.



Somoza.

Un jeune révolutionnaire sandiniste pendant l'insurrection de septembre 1978.

De notre envoyé spécial

La situation du Nicaragua a les côtés bizarres, incompréhensibles, fous, que seul peut présenter un pays qui s'apprête à faire une révolution. On y constate que le principal délit aujourd'hui est d'être jeune. La garde nationale tue, en effet, systématiquement et de préférence la nuit, les enfants de quatorze à vingt ans qui ont le malheur de la rencontrer, pour le seul fait qu'ils sont des révolutionnaires potentiels. Mais, parallèlement, les dirigeants politiques et syndicaux donnent l'impression de circuler encore librement (ce qui peut changer d'un jour à l'autre). Un leader du parti conservateur (opposition bourgeoise traditionnelle au clan Somoza) m'a affirmé être prêt à donner de l'argent aux révolutionnaires sandinistes pour qu'ils achètent des armes, à la seule condition qu'ils s'engagent après la chute du dictateur à organiser des élections (principe avec lequel ils sont d'accord). Mais un autre, du même parti, de la même tendance, écrit lettre sur lettre à ses « cousins du Nord » pour qu'ils interviennent, y compris militairement, y compris directement, « seule façon de sauver le pays du chaos qui s'annonce ».

Les « cousins du Nord », les Etats-Unis, quant à eux, sont tellement « perdus » qu'ils font tout en même temps : tentative de négociation avec les sandinistes. Pressions sur le Costa Rica pour que ce pays cesse de leur servir de « sanctuaire ». Retrait symbolique de l'aide à Somoza et prêt de la base des Açores aux avions qui, d'Israël, lui apportent l'armement dont il a besoin. Tout cela et bien d'autres choses encore pendant qu'ils préparent un coup d'Etat contre leur plus vieil et plus fidèle allié sur le continent, sans parvenir à savoir au bénéfice de qui ils pourraient le mener à bien, ni qui sera capable de le réaliser.

Le Front sandiniste de libération nationale a globalement le vent en poupe, tant au plan militaire qu'au plan politique. Mais les différentes tendances qui le composent présentent cette curieuse situation que les tenants de la lutte dans la montagne sont aujourd'hui dans les villes et que ceux qui étaient connus pour leur faiblesse militaire assènent les coups les plus redoutables à la garde nationale, tandis que les tenants de l'insurrection à tout prix s'efforcent de contenir leurs troupes en attendant une situation plus favorable.

Réfugié dans son « bunker », Somoza, lui, fait preuve de son cynisme habituel en déclarant que le retrait de l'aide américaine affectera plus les pauvres que lui-même, pendant qu'il s'efforce de prendre des mesures sociales dans l'espoir que son parti gagnera les élections de 1981, car il a l'intention de mener son mandat à terme. Et, pour y parvenir, il compte surtout sur la répression ; or, celle-ci n'a pas toujours l'effet escompté, comme en témoigne cete phrase d'un employé au chômage qui m'a dit en regardant avec haine et désespoir en direction du bunker : « La vida nos importa pero nos duele » (la vie compte pour nous, mais elle nous fait mal).

Le dénouement de cette inextricable situation semble proche, l'explosion inévitable. Quatre facteurs ont conduit le Nicaragua a cet état de fait. D'abord, les abus sans fin de Somoza, qui a profité du tremblement de terre de 1972 pour s'enrichir, non plus de conserve avec la bourgeoisie, mais à son détriment, conduisant ses magouilles avec d'autant plus de facilité que l'état de siège — et donc la censure — empêchait toute dénonciation. Il a, par exemple, acheté tous les environs de Managua pour les revendre plus cher à un organisme international d'aide, en même temps qu'il interdisait la reconstruction du centre.

Deuxième point : sa part du gâteau réduite à la portion congrue, la bourgeoisie qui depuis quarante ans faisait alterner protestations « contre » et pacte « avec » le dictateur, s'est vue contrainte à envisager une nouvelle politique tenant compte à la fois de la situation économique et du « fait sandiniste ».

L'hésitation des Etats-Unis

Le troisième point est constitué par le développement d'une organisation révolutionnaire vieille de vingt ans et qui, depuis deux ans, ne cesse de gagner du terrain, car elle a su passer de la défensive, de l'isolement auxquels la répression l'avait acculée à l'offensive dans tous les domaines.

Dans cette situation délicate, les Etats-Unis (et c'est le quatrième point) ont semblé hésiter. Face à cet homme qui connaît mieux les rouages politiques que la plupart des politiciens de Washington (on prétend qu'il « contrôle » soixante-dix d'entre eux), qui tient parfaitement en main « sa » garde nationale, face à un mouvement révolutionnaire qui leur fait peur, à une bourgeoisie dans laquelle ils n'ont pas confiance, ils se sont révélés incapables d'agir d'une façon cohérente, fascinés qu'ils étaient par l'importance non pas économique, mais géopolitique de l'enjeu. Rappelons que le Nicaragua est la zone du « deuxième canal » entre l'Atlantique et le Pacifique et que le Salvador et le Guatemala — pays voisins — connaissent également des situations très tendues avec des mouvements révolutionnaires armés, chaque jour plus puissants et mieux organisés.

Aucun mouvement de transformation radicale en Amérique latine n'a depuis vingt ans eu autant de cartes en main. Reste à les jouer. Cartes patiemment réunies, qui peuvent permettre au mouvement de revêtir une importance symbolique : celle de la retrouvaille des formes de lutte civiles et militaires qui se battent séparément contre l'impérialisme, les dictatures militaires et les oligarchies en place.

« La bourgeoisie nicaraguayenne est un guerrier qui a une flèche près du cœur, si on la laisse il meurt, si on l'enlève on le tue », m'a dit, faisant état de la difficile situation dans laquelle Somoza l'avait acculé, entre lui et les sandinistes, l'économiste Edmundo Jarquin. Il en est ainsi depuis que, se servant de l'extraordinaire pouvoir de chantage et de coercition que donnait à l'Etat l'aide venue de l'extérieur, après le tremblement de terre, le dictateur a éliminé cette bourgeoisie de tous les secteurs dynamiques de l'économie.

Un homme avait compris la situation : Pedro Joaquim Chamorro, directeur du quotidien libéral d'opposition « la Prensa ». Dès 1973, il eut l'intelligence de créer un premier regroupement politique déterminé à rompre avec la tradition de pacte entre la bourgeoisie et Somoza, et à tenir compte de l'existence des sandinistes.

Assassinat à la Somoza

Cette double évolution n'était pas évidente. Rafael Cordova Rivas, successeur de Chamorro à la tête de l'U.d.e.l., nous a dit : « La démocratie pluraliste est notre grande découverte. Avoir su travailler sur ce chemin pour la rendre possible est notre grande victoire. » Cette évolution était d'autant plus dangereuse pour le régime en place que, de leur côté, les sandinistes parvenaient à rompre le schéma révolutionnaire classique, acceptant la nécessité et la possibilité d'une phase démocratique pour succéder à la dictature, obtenant l'appui moral et matériel des gouvernements de la région qui ont un contentieux avec le régime et même celui de l'Internationale socialiste. Réponse « à la Somoza » : Pedro Joaquim Chamorro est assassiné le 10 janvier 1978, ce qui déclenche d'abord une grève générale, puis indirectement l'insurrection de septembre.

« La moitié de la ville est en feu. C'est beau. Il ne manque plus que deux putes et ce sera merveilleux », aurait dit le fils de Somoza — jouant les Néron — devant Esteli, dont il venait de raser le centre. Cela donne une idée de la nature de la répression déclenchée pour enrayer le mouvement populaire. Face à cela,

"L'EUROPE, SI ON ME DEMANDAIT MON AVIS..." ON VOUS LE DEMANDE.

ECOM-ELEUTHÈRA

L'Europe, tout le monde en parle. Il est temps de passer aux actes. L'Europe maintenant il faut la faire. Tous ensemble.

Le 10 Juin 1979, toutes les Françaises et tous les Français vont participer en même temps que les autres pays de la Communauté à l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes.

Dans cette Assemblée, 81 élus français représenteront les Français. Pour dire ce qu'ils veulent. Et ce qu'ils ne veulent pas.

1979. Pour l'Europe, c'est une grande année. L'année où elle devient majeure. Avec vous. Pour être plus efficace. Pour vous.

10 JUIN 79. CHOISISSEZ VOTRE EUROPE.

L'Europe c'est l'espoir.

Communauté Européenne.

Pour tous renseignements, écrire : B.P. 112 - 92203 Neuilly-S/Seine Cedex.

l'opposition regroupée dans le F.a.o. (Front ample d'opposition) demande la médiation des pays démocratiques du continent — y compris les Etats-Unis. Ceux-ci tergiversent, espérant que Somoza en profitera pour en finir avec les sandinistes.

« Mais c'est avec le peuple qu'il a voulu en finir », m'a dit Renaldo Antonio Teffel, qui a participé aux négociations. La manœuvre a été trop claire, et les éléments les plus proches du front sandinistes ont été obligés de se retirer du F.a.o., qui n'existe plus que formellement.

Aujourd'hui, l'accord demeure sur la nécessité d'une phase démocratique pour succéder à la dictature, mais le problème se pose d'une façon sensiblement différente. Les forces de gauche ayant tiré les conclusions de l'échec de la médiation, en créant deux organisations politiques propres à jouer un rôle déterminant : le Mouvement peuple uni et le Front patriotique national.

Le M.p.u. est essentiellement un regroupement d'organisations de masse proche des sandinistes. Il a comme double fonction, nous a dit l'un de ses dirigeants, Julio Lopez, de « faciliter dans la pratique l'unité des différentes tendances du F.s.l.n. et de lui permettre de rencontrer d'autres forces populaires. » C'est déjà original en Amérique latine. Mais, poursuit-il, « aujourd'hui la première réalité est la lutte contre la dictature. Pour en venir à bout, nous avons besoin d'être le plus nombreux possible, car elle est forte et totalement cynique. D'autres secteurs sont intéressés pour des raisons qui leur sont propres. Nous sommes disposés à travailler ensemble contre Somoza ». C'est à cela que sert le Front patriotique national, dans lequel le M.p.u. retrouve diverses organisations de la petite bourgeoisie.

Légitimité incontestée

Ce chemin, qui chaque jour prouve sa force, semble viable. Le sandinisme (du nom de Augusto Cesar Sandino, « général d'hommes libres », assassiné par le père de l'actuel dictateur, après qu'il se fut rebellé, les armes à la main, contre l'intervention militaire américaine) est un ciment émotif, mais aussi idéologique, très puissant. Ses points forts sont : la tradition anti-impérialiste, anti-somoziste et antipactiste. Il demande à être approfondi, mais ses perspectives dans le domaine de la justice sociale semblent immenses. Sa légitimité, en tout cas, n'est plus contestée par personne. Autre force de cette politique, la grande maturité avec laquelle, à tous les niveaux, on s'avance sur le chemin de l'unité et des alliances. L'important est de créer les lieux où la volonté d'y parvenir puisse se matérialiser, sans brûler les étapes, sans masquer les vrais problèmes.

« Nous croyons que le peuple aura de nouveau recours à l'insurrection, car tous les autres chemins civiques sont fermés. C'est Somoza qui nous force », m'a dit Sergio Ramirez, membre du groupe des Douze (personnalités indépendantes proches des sandinistes). A moins, aurait-il pu ajouter, que, conscients du danger, les Etats-Unis parviennent à organiser un coup d'Etat pour prévenir un dénouement qui serait sans doute plus favorable aux éléments qui, dans l'opposition, disposent de la force armée.

L'accord existe au fond pour que les contradictions entre les différents secteurs antisomozistes se règlent dans le cadre d'une démocratie pluraliste. Il n'est pas seulement tactique. Et les positions sont claires : la bourgeoisie compte sur la force des Etats-Unis, dont elle bénéficiera sans limite du jour où Somoza aura disparu. Mais elle devra, en outre, préserver l'essentiel de l'institution qu'est la garde nationale, recouvrer aussi vite que possible sa puissance économique et démontrer sa capacité de mobilisation politique dans la nouvelle phase. Les « forces populaires » comptent, elles, sur l'armée et la légitimité sandiniste, ainsi que sur ce que j'appellerai la logique des faits : le rapport de forces politique dans lequel se jouera la chute de Somoza.



Un enfant blessé par la garde nationale.

« Notre fils de chienne »

La stratégie du dictateur est de tenir jusqu'aux élections de 1981, quitte à passer les mois qui restent enfermé dans son bunker. Celle des sandinistes est de déclencher une insurrection permettant d'aborder la phase de démocratie pluraliste dans des conditions qui leur soient favorables. Face à cela, la bourgeoisie est divisée : l'antisomozisme est tel qu'une grande partie travaille à la chute du dictateur aux côtés des sandinistes, alors que l'autre se tait en attendant l'intervention yankee. Quant aux Etats-Unis, ils semblent décidés à en finir avec l'héritier de celui dont Roosevelt disait : « C'est un fils de chienne, mais c'est notre fils de chienne. » Mais par qui le remplacer ?

Coup d'Etat, insurrection, intervention militaire étrangère, guerre civile larvée sans véritable dénouement avant 1981, tout est possible au Nicaragua dans les semaines, dans les mois qui viennent. Il n'en reste pas moins que la dictature militaire de Somoza est celle qui, en Amérique latine, se trouve aujourd'hui dans la situation la plus critique. Les luttes menées par les forces d'opposition ne constituent pas encore un modèle, dans la mesure où la victoire reste à remporter ; mais elles sont, à n'en pas douter, un exemple sur lequel peuvent déjà méditer tous ceux qui, sur le continent, aspirent à des régimes plus libres, plus justes que ceux des Figueiredo, Pinochet et autres Videla.

FRANCIS PISANI



Les obsèques de Pedro Joaquim Chamorro.



Le fils de Somoza, le « nouveau Néron ».

Enseignants : union sacrée contre le "redéploiement"

Les douze mille instituteurs réunis à Paris, lors de la manifestation du 14 mars, commenceraient-ils à avoir gain de cause ? Le redéploiement inter-départemental annoncé en décembre dernier par Christian Beullac ne serait finalement pas appliqué.

Lundi, des responsables du Syndicat national des instituteurs ont eu, en effet, confirmation au ministère de ce que leur avaient appris, la semaine dernière, leurs délégués départementaux. A savoir qu'un certain nombre de postes menacés ne le seraient plus. Le déplacement d'un département à l'autre prévu pour un grand nombre d'instituteurs n'aurait donc pas lieu. Chaque département garderait à la rentrée prochaine son propre contingent. Et si des fermetures de classes s'imposaient, les instituteurs seraient mutés à l'intérieur du département.

Les actions menées dans la plupart des régions pour la bataille de la carte scolaire auraient-elles porté leurs fruits ? Ou M. Beullac a-t-il tenu compte des missives réprobatrices envoyées par quelques députés U.d.f. qui l'avaient prévenu : « Si nous perdons les cantonales, ce sera votre faute. »

Le redéploiement, un mot très à la mode cette année. Dans la circulaire préparatoire à la prochaine rentrée, le ministre prévoyait, pour équilibrer la carte scolaire, de « redéployer » les moyens. De quoi s'agissait-il ? Pour le ministre, « d'affecter les moyens existants là où ils sont nécessaires ». En fait, de prendre des postes budgétaires dans certains départements prétendument « bien pourvus » et de les redistribuer dans d'autres. Pour Paul Faure, responsable du Sni, le redéploiement, c'était « déshabiller Pierre pour habiller Paul » !

Pour justifier sa politique, Christian Beullac avait avancé deux arguments. Le premier d'ordre démographique. La baisse de la natalité a fourni le prétexte pour limiter le budget. Pourtant, ses effets ne se feront sentir à l'école primaire qu'à la fin de 1981. Le deuxième d'ordre financier : les huit cents postes prévus au budget de 1979 ne suffiront pas à satisfaire les départements demandeurs, ceux de la couronne notamment, et les métropoles. Sans moyens nouveaux, comment réussir la rentrée de 1979 ? D'où la solution de déplacer des instits d'un département à l'autre. Dès la publication de la circulaire, les inspecteurs d'académie, dans un excès de zèle, ont établi sur-le-champ des listes de fermetures de classes. Quelle ne fut pas la surprise des enseignants et des parents d'élèves !

Ceux-ci ne nient pas les données démographiques, mais ils constatent tout de même que le ministre a confondu la politique du court terme avec celle du moyen terme. La politique applicable peut-être lorsque, à la rentrée de 1981, on comptera quelque cinq cent mille élèves de moins, ne l'est pas aujourd'hui. Peut-on prétendre en 1979 qu'un seul département dispose de trop de moyens et de trop de postes pour enseigner dans des conditions souhaitables ? Peut-on affirmer que tous les besoins sont satisfaits dans le domaine du remplacement des maîtres, des décharges de direction, de la formation continue et de l'implantation des Gapp (les Groupes d'aides psycho-pédagogiques), indispensables pour déceler puis corriger, dès les premières années, les handicaps des enfants rencontrant des difficultés ?

Sérieuses menaces

« On pourra envisager une redistribution des moyens, libérés dans des départements bien dotés, seulement lorsque les objectifs définis par le Sni seront atteints », affirme Paul Faure. C'est-à-dire : des effectifs de vingt-cinq élèves par classe, une aide assurée aux directeurs d'école, le remplacement des maîtres en congé, et le développement des Gapp. Ce n'est pas demain la veille.

C'est pourquoi parents, enseignants et élus se sont mobilisés contre la politique du ministère. Dès le début de l'année, des grèves, manifestations, rassemblements, réunions d'informations avec les parents se sont succédé. Quatre mille instits défilaient le 22 janvier dans les Alpes-Maritimes. Quatre mille encore deux jours plus tard dans le Pas-de-Calais, cinq mille dans les Hauts-de-Seine en février, deux mille dans le Cantal. Après le grand rassemblement parisien du 14 mars, deux cent mille pétitions contre le redéploiement ont été remises au ministre. Les élus municipaux, cantonaux et départementaux ont été alertés.

Depuis, il semblerait qu'il y ait un revirement du ministère. Les recteurs ont reçu des instructions : les huit cents postes votés au budget de 1979 devront être attribués aux départements qui en ont le plus besoin et non plus, comme par le passé, à ceux dont les élus sont « bien placés ». Parmi les instructions communiquées aux recteurs, celle encore d'abandonner toute idée de redéploiement. Certaines mesures mises en place à la prochaine rentrée sont déjà connues. Ainsi, dans l'Aveyron, d'après les délégués du Sni, cent quarante-six fermetures étaient prévues ; cinq seulement seraient menacées aujourd'hui.

Reste tout de même, dans le cadre de ce fameux redéploiement, des menaces sérieuses de suppressions de postes dans les collèges. Il s'agit cette fois d'un redéploiement académique. Diverses manifestations seront organisées dans les jours qui viennent, pour éviter qu'à Orléans, Tours, Limoges, Nantes, Reims, Clermont-Ferrand ou Lille, des professeurs de collèges ne reçoivent sous peu leur mutation et des maîtres auxiliaires ne perdent leur emploi. Le ministre envisage en effet, pour les collèges, des suppressions de postes de titulaires — mais



aussi des suppressions de crédits permettant la création de postes de maîtres auxiliaires. Double conséquence donc pour cette catégorie d'enseignants : ils perdraient leur poste et leur emploi.

Quant aux écoles normales, elles ont, elles aussi, été touchées par les restrictions du budget, et Christian Beullac a là encore tenté de redéployer les moyens. Quatre cent quarante suppressions de postes étaient inscrites au budget. Il y en aurait, en fait, plus de six cents à ce jour. Un mouvement de protestation a secoué bon nombre de départements. Gilbert Faure, maire de Mirepoix et député socialiste de l'Ariège, a déposé une question écrite au ministre, dans laquelle il expose la situation prochaine de l'école normale de Foix : suppression de la plupart des missions qui lui étaient dévolues, et notamment la formation des maîtres et le développement d'expériences pédagogiques. Marcel Garrouste, député socialiste de Lot-et-Garonne, a appelé lui aussi l'attention de Christian Beullac sur les conséquences de la suppression de 50 % des postes de professeurs de l'école normale d'Agen, à compter de la rentrée de 1979.

« Cette mesure, écrit Marcel Garrouste, fait suite à une réduction très sensible du recrutement des instituteurs en Lot-et-Garonne. Les besoins du département ne sont pas couverts, puisqu'il a été nécessaire de faire appel à quinze « suppléants éventuels » sans formation ni garantie. »

La section de l'Allier du Syndicat national des professeurs d'école normale (Fen) a envoyé une lettre ouverte à l'inspecteur d'académie pour lui souligner les difficultés familiales et matérielles que vont rencontrer les professeurs contraints de demander leur mutation. « Certaines situations vont être douloureuses », remarquent les responsables de cette section.

Des manifestations, rassemblements, réunions ont lieu partout en France pour qu'à la rentrée prochaine il n'y ait pas — comme prévu — un professeur d'école normale pour cent vingt-sept instituteurs comme dans le Puy-de-Dôme ou un professeur pour cent soixante-dix-sept instits comme dans l'Allier. Une nouvelle menace grave qui pèse sur la rentrée de 1979.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

Un vétérinaire contre les remèdes de cheval

La pluie tombe dru sur les monts de l'Avallonnais et du Morvan. J'en connaissais déjà les chemins creux et les détours luisants des ruisseaux. Cette fois, c'est le Morvan caché que j'entrevois — celui de l'intérieur des fermes et des étables — en suivant un vétérinaire d'Avallon au hasard de sa tournée. Un vétérinaire pas tout à fait comme les autres : le docteur Soirot s'est converti à l'homéopathie. Vétérinaire homéopathe : deux mots qui sont rarement associés. Et pour cause.

En médecine humaine, l'homéopathie est une thérapeutique douce qui, malgré une efficacité certaine, reste frappée de marginalité : elle n'est toujours pas reconnue par la médecine « officielle » et ses mandarins. Un ostracisme qui frappe encore plus dans un milieu rural attaché aux traditions. Et dans les écoles vétérinaires, l'homéopathie, ça n'existe pas. Les vétérinaires homéopathes se comptent donc sur les doigts de la main. Alain Soirot fait partie de ces oiseaux rares.

Ils sont fous ces homéopathes !

Entre une « délivrance » de vache et une auscultation de brebis, il m'a expliqué pourquoi. « L'homéopathie permet de soigner les animaux aussi bien et moins cher. Et cela tout en élevant le niveau sanitaire général et en améliorant la qualité des produits de l'élevage : cela élimine, par exemple, le danger des résidus d'antibiotiques dans la viande et le lait... »

Un postulat qui n'a pas été admis immédiatement par la clilentèle habituée aux prestations traditionnelles. Pas plus que par les associés d'Alain Soirot au sein de la clinique vétérinaire d'Avallon.

« Moi-même, j'étais très réticent au début, raconte Alain Soirot. En sortant de mon premier séminaire d'homéopathie en 1972, je me suis dit : ils sont fous à lier, ces homéopathes. » C'est à partir de 1976 que le docteur Soirot s'est décidé à pratiquer l'homéopathie vétérinaire. « Cela n'a pas été facile, reconnaît-il. Quand j'avais un veau qui crevait, on disait que c'était à cause de mes petites pilules. Et puis, je faisais moins de chiffre d'affaires que les autres associés ! »

C'est qu'une grande partie du revenu des vétérinaires est constitué par la vente des médicaments. Avec une marge bénéficiaire qui va jusqu'à 45 % — le chiffre d'affaires global des médicaments vétérinaires en France se monte à plusieurs dizaines de milliards de francs...

Et la grand-mère ?

Avec l'homéopathie, on gagne moins : le prix des préparations est en général moins élevé, et la marge bénéficiaire est inférieure — 33 % « seulement ».

Le docteur Soirot a fini par convaincre. Aujourd'hui, à chaque consultation, je l'ai vu prescrire des remèdes homéopathiques. Avec l'accord des éleveurs. « Quand ils voient que j'ai guéri leurs vaches et leurs veaux, raconte Alain Soirot, ils viennent me dire : et la grand-mère, elle souffre du dos, vous pourriez pas faire quelque chose ? » Mais Alain Soirot n'a pas l'intention de s'en tenir là. « Pratiquer l'homéopathie, c'est bien ;



mais cela ne suffit pas, dit-il. Encore faut-il s'interroger sur le pourquoi des maladies. Il y a 20 % de mortalité postnatale chez les veaux. Pourquoi ? »

En dix ans d'exercice de son métier, Alain Soirot a fait son diagnostic. Pour lui, c'est l'agriculture chimique qu'il faut remettre en question. Et aussi la dépendance technologique des paysans face aux « experts », techniciens ou vétérinaires qui en est le corollaire.

« Ils ne savent même plus nourrir leurs vaches, ils ont perdu le savoir traditionnel jadis transmis de génération en génération. Le processus s'est fait en douceur : d'abord des techniciens agricoles sont venus les « conseiller » sans rien vendre. Puis la banque leur a proposé des prêts — il fallait des machines, des engrais chimiques pour augmenter les rendements. Le résultat est là : les paysans travaillent de plus en plus, ils ont deux fois plus de bêtes, mais ils ne savent plus s'en occuper... et la qualité diététique et gustative des produits en pâtit ! »

Les analyses effectuées par des associations de consommateurs rejoignent les constatations individuelles : les produits alimentaires n'ont plus la même qualité ni le même goût. Avec des conséquences évidentes sur la santé des consommateurs. Mais pourrait-on revenir à une agriculture plus respectueuse des équilibres naturels ? Pas évident : seulement 3 % des agriculteurs français font de l'agriculture biologique. C'est-à-dire sans engrais ni produits chimiques. Certains y reviennent. De plus en plus, semble-t-il. Dans la clientèle d'Alain Soirot, une demi-douzaine d'éleveurs ont décidé d'abandonner l'agriculture chimique. « A la longue, explique Marie-Jeanne, sur le seuil de son étable, cela épuise la terre : il faut mettre toujours plus d'engrais, et les rendements diminuent... Et puis, tous ces produits, c'est contraire à la nature. »

Mais le retour au biologique demande plusieurs années : le temps que l'humus naturel se reconstitue. Reste le problème de la rentabilité : revenir à l'agriculture biologique, est-ce que cela signifie le retour au mode de vie et à la pauvreté des paysans du Moyen Age ? « Nous avons le même revenu à l'hectare que nos voisins », affirme Jacques Thorey, vingt ans, le fils d'un éleveur de la région de Chaource, venu apporter deux veaux malades à la consultation du docteur Soirot. Cela fait quinze ans que cet éleveur s'est reconverti au biologique.

« Mon père avait été l'un des premiers à se lancer dans l'agriculture modernisée, raconte Jacques Thorey. On a aussi été les premiers à en subir les conséquences : après avoir passé des produits chimiques dans les champs, mon père avait des maux d'estomac et il tournait de l'œil ! » Actuellement, cela revient plus cher de faire du blé « biologique », car cela nécessite davantage de main-d'œuvre. Mais le blé biologique se vend 50 % plus cher. Certes, au bout du compte, le pain biologique est lui aussi plus cher pour le consommateur. « Toutefois, on en gaspille moins, affirme le docteur Soirot, alors que la bagette « normale » rassit en quelques heures et se retrouve à la poubelle... »

Economiquement, l'agriculture biologique n'est donc pas une gageure. Ni un sacerdoce. Mais elle ne correspond pas aux intérêts des industriels et des banquiers de l'agro-alimentaire. C'est peut-être son principal handicap...

MARIE-JOSE BERNARDOT

Radio : un formidable appétit musical

Pierre Vozlinsky, directeur des programmes et services musicaux de « France-Musique » et « France-Culture », explique le phénomène musique à la radio

LA radio — tout autant que le disque — explique le fantastique regain de la musique en France. Ou, plus exactement, notre formidable appétit musical s'alimente à la radio tout autant qu'au disque et, dans les deux cas, infiniment plus qu'à la salle de concert (1). Et la radio, sous l'angle de la musique, c'est avant tout, pour ne pas dire exclusivement « France-Musique » et « France-Culture » (2). A la tête des programmes et services musicaux de ces deux postes, Pierre Vozlinsky. Un homme chez qui l'autorité paraît transiter par l'humour : des deux il ne manque pas.

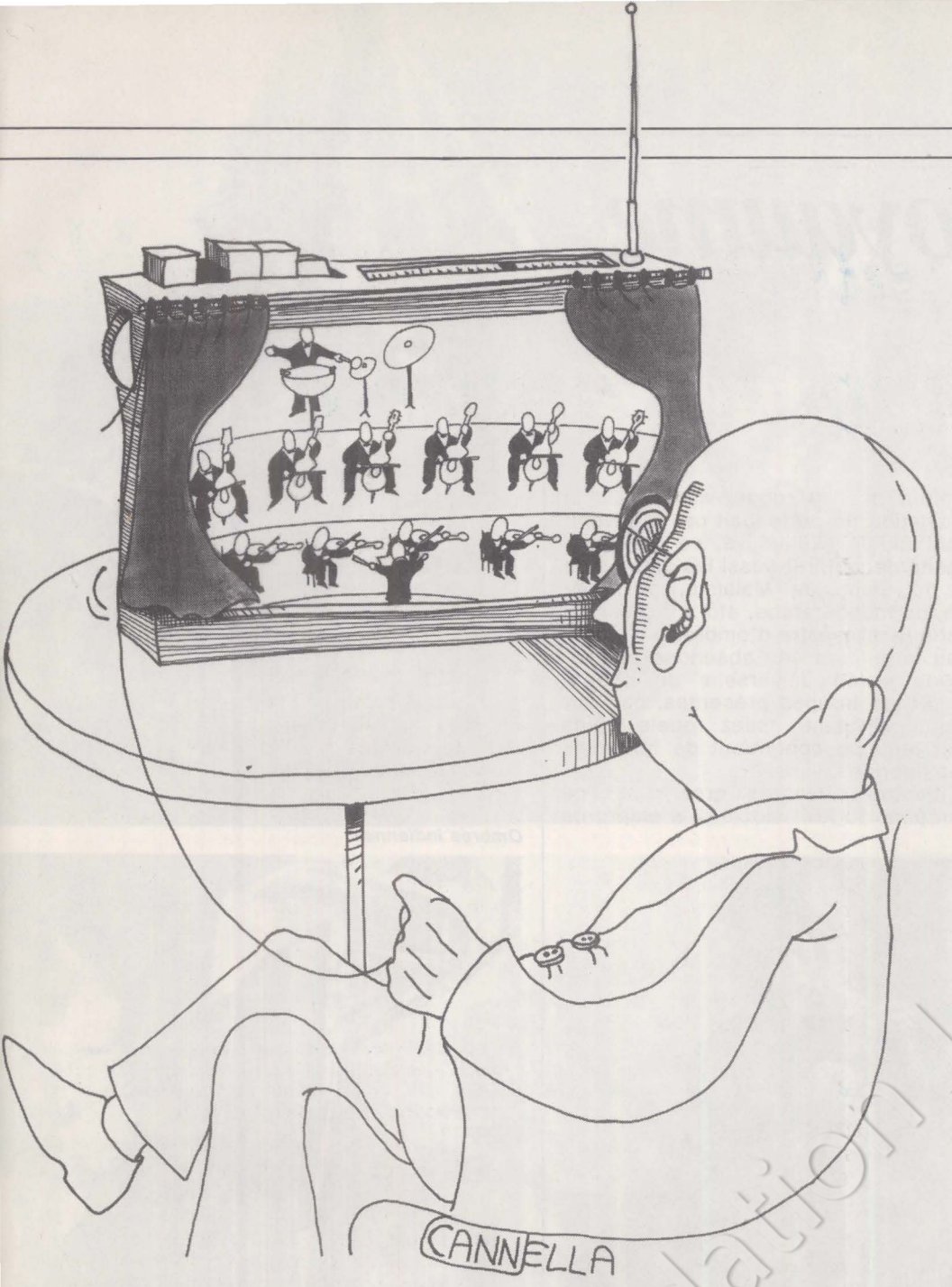
L'UNITE. — Pourquoi le phénomène « musique à la radio » est-il au centre de votre réflexion ?

PIERRE VOZLINSKY. — Tout d'abord, parce qu'il est récent. Avant la guerre — c'est de la préhistoire —, je me souviens fort bien que mon père, toujours attentif au dernier cri technique, se procurait le poste de T.s.f. le plus perfectionné pour l'époque. Et pourtant ! Ce phénomène est donc neuf. D'où son ambiguïté : écouter de la musique qui n'est pas interprétée devant vous... Jusqu'à quel point l'auditeur sera-t-il l'intime d'un langage de cette sorte ? Ce que nous pouvons affirmer à l'heure actuelle, c'est que sa mentalité est en changement continu. Use-t-il de la radio comme d'une « fontaine sonore », comment module-t-il les intensités de sa réception depuis la discrétion d'une musique de fond sonore jusqu'à un crescendo de décibels plus ou moins proche d'une authentique stéréophonie ? Mystère ! Il nous reste toutefois à affirmer que nous désirons distraire et cultiver ; que nous voulons éviter à coup sûr ce que Nadia Boulanger appelait devant moi « le petit côté emmerdant des œuvres géniales ». A noter toutefois que, d'un strict point de vue technique, la modulation de fréquence n'est pas reçue convenablement sur tous les points du territoire national.

— J'ai relevé dans une étude un peu rapide sur l'auditeur de « France-Musique » (3) qu'il était actif, en particulier qu'il entretenait avec vos postes une abondance de correspondance !

— Nous recevons de deux mille à trois mille lettres par an portant un jugement sur nos activités. Il est répondu à chaque lettre. Si nous laissons de côté le besoin de rompre des solitudes que traduit, ici comme ailleurs, la démarche d'écrire, il faut bien constater que l'on nous interpelle souvent avec des points de vue rigoureusement opposés : tel nous félicite là, quand tel autre nous condamne. J'ajouterai que ce courrier a souvent une fonction plus prosaïque : la sous-information sur nos programmes est telle que l'on nous écrit pour demander nos





programmations. Et, de fait, à l'exception de « Télérama », quel est le journal ou la revue qui fournit de manière complète et systématique les horaires et le contenu de nos émissions ?

— Commençons par le commencement. Que se passe-t-il pour « Quotidien Musique », qui ouvre vos émissions de la journée et qui, depuis le départ de Philippe Caloni, semble orphelin ?

— Philippe Caloni avait créé cette émission pour lui. Mais, après plusieurs années d'un régime aussi matinal, je ne pouvais courir le risque de la voir chaque jour dépérir. Il assure maintenant « Kiosque », à partir de 18 heures. Là aussi, le problème est d'ordre avant tout technique. Il faut qu'un animateur soit debout tous les matins à 5 h 30, tout en assistant aux manifestations musicales de la nuit précédente. Et il est impossible d'enregistrer la veille. Le direct est indispensable ; car le direct, c'est autre chose. De plus, ma revendication, c'est que « France-Musique » commence à 6 heures du matin, et non une heure plus tard. Car, si le Ciné-Club de la télé n'est vu que par une minorité de « couche-tard », c'est que les Français se lèvent tôt. A 6 heures, plus de la moitié de la France est debout, et pourquoi ces Français-là n'auraient-ils pas la possibilité d'écouter de la musique dès leur réveil, comme ils l'ont jusqu'au moment de leur sommeil ?

— Quel est le point fort de la journée de « France-Musique » ?

— Indiscutablement, le concert de musique vivante que nous transmettons chaque soir à 20 h 30. Il ne s'agit jamais de disques et souvent de concerts en direct, du moins pour ceux organisés par Radio-France, sans oublier les festivals de l'été (il peut y avoir du jazz aussi, etc.)

— Nous connaissons l'intense activité des concerts publics de Radio-France, dont « l'Unité » propose régulièrement à ses lecteurs une sélection, qu'il s'agisse du lyrique, de la musique sacrée, instrumentale, des programmes de l'Orchestre national de France et du Nouvel Orchestre philharmonique, etc. Pourtant, je me demande si votre concert nocturne et quotidien accorde sa place à la province.

— Tout d'abord, je vous dirai que nous ne sommes pas une société nationale et que, pour enregistrer la province, il nous faut aller sur place ou alors faire appel à F.r. 3. Cela étant, voici des chiffres pour cette année : six concerts de Provence - Côte-d'Azur, quatre de Metz, trois des Pays de la Loire et trois du Capitole de Toulouse, deux de Lille, un de Bordeaux et deux de Lyon. Quant à l'Orchestre de Paris, qui fonctionne aussi à partir des subventions de l'Etat, nous n'avons pas pu suivre leurs demandes. En revanche, tout est réglé pour les retransmissions de l'Opéra.

Après ces précisions et pour revenir au concert du soir, dont je souligne qu'il subit de plein fouet la concurrence de la télévision, il concerne tout le public à un grand moment de disponibilité. C'est le principe de la musique vivante, que nous désirons appliquer à toutes les tranches d'émission, quel qu'y soit par ailleurs l'emploi des disques.

A partir de ces deux types d'approche de la musique, nous postulons une organisation cohérente de chaque émission, comme c'est le cas pour le « Matin des musiciens » (4), chaque matin de la semaine, de 9 à 12 heures.

— Le disque, précisément, où se situe-t-il dans cette mosaïque ?

— Le week-end est le temps fort pour les disques. Tout d'abord avec la « Tribune des critiques de disques » (5) d'Armand Panigel, le dimanche de 14 à 17 heures, donc à un moment de grande disponibilité mentale. Ensuite, avec la « Critique des auditeurs » de Pierre-Louis Asselineau, le samedi de 12 h 35 à 14 heures. Sans oublier l'« Actualité des disques » de René Koering, également le samedi, de 9 h 15 à 11 heures.

— J'aimerais revenir sur une critique qui a été adressée à « France-Musique » comme à « Culture » : le commentaire, le « bavardage »...

— Il faut parler. C'est indispensable. Vous savez, pour un présentateur, « le bavard, c'est toujours l'autre ». Nous avons, je crois, remédié à cette tentation. En outre, avec des textes mieux préparés. Mais ne vous y trompez pas, les jeunes surtout demandent une parole.

— L'équipe de « France-Musique », justement, paraît jeune, avec un allant, un sens de la communication peu communs.

— Cette équipe groupe des anciens, augmentée de quelques nouveaux. Ce sont soit des musiciens comme Koering, Hersant, des gens comme Lacombe, Bernager ou de purs journalistes comme Caloni.

— Heureusement, certains d'entre eux persiflent. Car la polémique se perd en faveur d'une musique un peu trop musak parfois (6). A ce propos, et pour conclure, estimez-vous qu'il y a actuellement une crise de la création musicale ?

— Nous avons commandé quarante-quatre œuvres cette année. Et ces œuvres, cela est important, nous les jouons devant un public. Quant à la crise, c'est toujours ce que l'on affirme au moment où l'on vit. Après Wagner, quelle crise n'a-t-on pas dénoncée, et pourtant...

Propos recueillis par
CLAUDE GLAYMAN

---

(1) Une analyse parue dans le numéro 33 de « Musique en jeu » montre, ou plus exactement rappelle, que le concert demeure encore largement un privilège - de cadres supérieurs et professions libérales tout particulièrement.

(2) Signalons néanmoins l'émission musicale d'Europe 1 « Concerto pour transistor », d'Eric Lipmann (le dimanche de 13 à 14 heures) ; sur R.t.l., « Grand Orchestre » (un concert le dimanche de 21 à 22 heures) ; sur « France-Inter » deux émissions, l'une de Jean-Michel Damian, « Vous avez dit classique », chaque jour de 16 à 17 heures, et le dimanche à 21 h 15, « La musique est à vous », un concert présenté par Jean Fontaine.

(3) Cf. « Diapason » de février 1979 et « l'Unité » n° 326.

(4) Emission assurée par Olivier Bernager, Jean-Pierre Derrien, Philippe Hersant, Dominique Jameux, Edmond Rosenfeld, Jacques Herlet.

(5) Certains émettent des réserves sur ce type de confrontation des interprétations au sommet. On n'écouterait pas alors de la musique pour elle-même ou en fonction de sa difficulté. Vaste débat... à reprendre un jour, au besoin avec de la musique jouée par les amateurs. (Cf. « l'Unité » n° 321.)

(6) Musak vient du nom de l'entreprise américaine qui, depuis 1945, est spécialisée dans la fabrication de musique scientifiquement programmée selon des objectifs précis. On l'entend dans les ascenseurs, dans certaines grandes surfaces, dans les aérodromes, etc. C'est une forme de manipulation de notre conscience auditive.

Voyage au royaume des ombres

Les Rennais ont fait un beau voyage. Sans quitter leur ville. Car leur maison de la culture, dans le cadre du Sixième Festival des Arts traditionnels, du 9 au 17 mars, les a emmenés au royaume des ombres. Mais ce n'était pas la mort qui était au programme. Plutôt la vie et les rêves. La vie rêvée, si l'on veut : c'est de théâtre d'ombres qu'il s'agissait. Voyage enfantin, dira-t-on. Voire !

Il est vrai que tous les enfants de la planète font très jeunes du théâtre sans le savoir. Il leur suffit d'une source de lumière et d'un mur : en plaçant leurs mains entre les deux, ils créent facilement des animaux, des plantes et des personnages plus ou moins mythiques. On parle d'« ombres chinoises ». La légende veut, en effet, que ce moyen d'expression naquit en Chine au IIe siècle de notre ère. L'emperuer Wu Ti venait de perdre sa favorite et était tellement bouleversé qu'il ne parvenait plus à gouverner... Heureusement, le sorcier Chao Meng inventa une figurine qui, projetée en ombre sur les murs, faisait croire au retour de la disparue. Wu Ti retrouva la sérénité et nous y gagnâmes un art nouveau.

En peau de veau

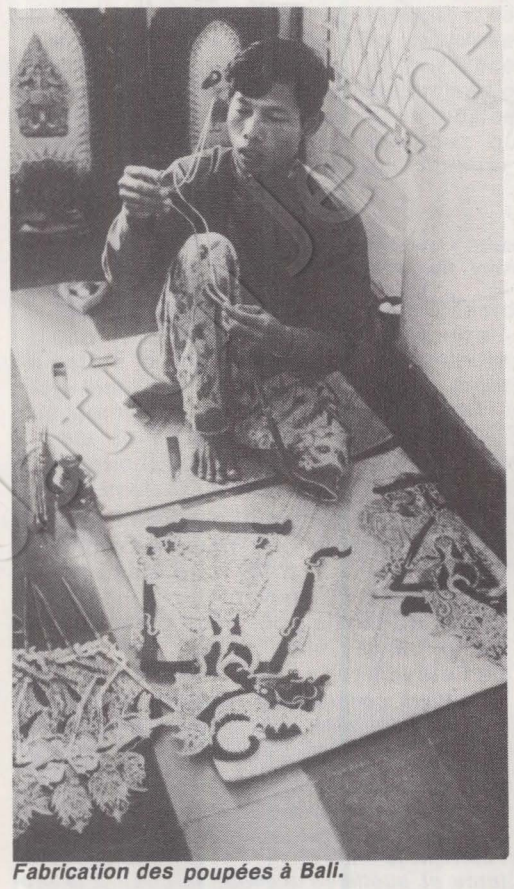
D'abord divertissement de cour, le Ying-Xi (le théâtre d'ombres) quitta le palais impérial pour les rues des villes chinoises peu après l'an 1000. De tentes en tréteaux, d'une province à l'autre, le procédé se perfectionna, les figurines se multiplièrent, s'articulèrent et prirent de plus en plus de couleurs. Elles devaient progressivement envahir l'Asie, la Méditerranée, puis le monde entier. Elles sont arrivées jusqu'aux Etats-Unis, importées à partir de 1850 par des Chinois chercheurs d'or ou pionniers du chemin de fer. Elles y sont encore : le théâtre Yueh Lung de New York perpétue la tradition.

Cette troupe « chinoise new-yorkaise » était à Rennes : elle ne fait évidemment que reconstituer un art dont on ne sait pas très bien s'il a survécu dans la Chine communiste. Les derniers théâtres d'ombre vivants ont été vus en Chine au cours de l'année 1957. Depuis quelque temps, en cette période d'après-Mao, le genre aurait de nouveau droit de cité, mais les montreurs n'emploieraient plus que des figurines en celluloïde. Le Yueh Lung de New York, lui, continue à découper ses personnages dans de la peau de veau...

A défaut de pouvoir demeurer prophètes en leurs pays, les « ombres chinoises » ont essaimé un peu partout. A Rennes, on a pu en voir quelques exemples : les ombres indiennes géantes de l'Andra Pradesh, les ombres de la Grèce et le Wayang Kulit de Bali. Les Turcs n'étaient finalement pas au rendez-vous. Mais la manifestation ne prétendait pas à devenir une anthologie exhaustive, ce qui aurait nécessité de montrer aussi les ombres de Java, du Siam, de Malaisie, du Cambodge, du monde arabe, etc. L'exposition « Figurines du théâtre d'ombres » (1) compensait largement ces absences et donnait une vision universelle du phénomène. Et les troupes présentes, par leur diversité, disaient assez quels rôles avaient tenu ou continuent de tenir ces petites figurines...

Le théâtre d'ombres grec n'est né qu'au début du XIXe siècle. Il a emprunté à son homologue turc son personnage principal : le Turc Karagöz est devenu le Grec Karaghiozis. C'est un débrouillard qui se retrouve souvent hors la loi. Il joue de bons tours aux représentants de l'ordre. Il incarne le peuple frondeur, au même titre que Robin des Bois, Mandrin ou Jacquou le Croquant. Il n'est pas non plus sans faire penser à Charlot. D'ailleurs, les saynettes que donne le manipulateur Panayotis Mihopoulos font penser aux débuts de Chaplin : « Karaghiozis hôtelier », « Karaghiozis scribe », « Karaghiozis prophète », « Karaghiozis boulanger », « les Fiançailles de Karaghiozis », etc.

Cette fonction critique du théâtre d'ombres n'est pas propre à la seule Grèce. En Turquie, au XIXe siècle, alors que l'Empire ottoman venait de tomber et que les sultans s'installaient dans la dicta-



Fabrication des poupées à Bali.



Ombres indiennes.



Ombres chinoises.



Ombres grecques.





Ombres de Bali.

ture, seuls les montreurs de Karagöz eurent l'audace de critiquer le Sérail, le gouvernement et le souverain. Dans le monde arabe, les ombres furent souvent en butte aux pouvoirs en place : en Egypte, elles furent interdites une première fois en 1451 par un décret du sultan Jakmak, une seconde fois en 1909. En Libye, l'interdiction intervint en 1911. En Algérie, elles l'avaient été dès 1843, parce que les montreurs ne s'étaient pas gênés pour faire exprimer par leurs figurines leurs sentiments anticolonialistes ; ils avaient même fait apparaître le diable revêtu d'un uniforme français !

Entre la légende populaire et la satire sociale, la frontière est assez floue. De l'Histoire à l'actualité, le pas est vite franchi. Le théâtre d'ombres l'a souvent fait. Le Grec Panayotis Mihopoulos perpétue sereinement la tradition : chacune de ses représentations est une suite de scènes qu'il entrecoupe d'allusions à tel événement récent ou à tel personnage connu. Sa parole est plus celle d'un agitateur que celle d'un chansonnier : elle vient du peuple sans user de démagogie.

Une cérémonie sacrée

Ailleurs, dans d'autres pays, sous d'autres cieux, dans d'autres bains de culture, la fronde disparaît totalement. Elle cède la place à la célébration religieuse ou à la transmission mythologique. Le théâtre d'ombres devient alors le lieu et le moment où s'affirment une civilisation et sa philosophie. Le Ying Xi chinois véhicule des contes très moraux. En Inde, le Tolu Bomallata (les ombres géantes) raconte l'histoire des dieux. A Bali, le Wayang Kulit est une cérémonie sacrée au cours de laquelle l'esprit des vivants tente d'entrer en contact avec celui des morts, sous la direction du dalang (le montreur). En l'espèce, il ne s'agit pas d'un mysticisme suranné, mais bel et bien de la réalité profonde d'un peuple au quotidien ; la langue le prouve : « Wayang Kulit » signifie « ombres de cuir » ; mais, en langue balinaise, « wayang » veut dire à la fois ombre, théâtre et homme. Le jour où le théâtre d'ombres de Bali disparaîtra, que restera-t-il des hommes de Bali ?

En Inde, il reste quatre théâtres d'ombres. Dans la région de l'Andra Pradesh, dans le sud-est du sous-continent indien, les ombres résistent bien, malgré les inondations et les invasions de rats qui détruisent régulièrement les figurines ancestrales. A Londres, la cinéaste Lote Reiniger a repris la technique des ombres pour réaliser des films à partir de contes de Grimm ou d'Andersen. En France, le Théâtre de la Citrouille et le montreur Jean-Pierre Lescot participent à une renaissance du genre. Aux Etats-Unis, le Bread and Puppet s'offre un effet d'ombres de temps à autre dans chacun de ses spectacles. Le Turc Memet Ulussoy, installé en France où il dirige le Théâtre de Liberté, ne manque jamais d'utiliser les ombres dans ses pièces. En Catalogne, la troupe El Comediants a basé toute une partie de sa technique théâtrale sur les ombres. Mais ne sont-ce pas là belles exceptions qui confirment la règle ?

En voie de disparition

Car le théâtre d'ombres, à l'échelle de la planète, est désormais un art en voie de disparition. Le colonialisme l'a supprimé de l'univers arabe. Les théories « révolutionnaires » l'ont pratiquement gommé de la vie culturelle chinoise. Il est tombé dans l'oubli au Siam. Panayotis Mihopoulos est le dernier montreur professionnel de Grèce : il a soixante-cinq ans. Ragip Tugtekin est le dernier montreur de Karagöz de Turquie : il a soixante-quinze ans. Mihopoulos et Tugtekin ne forment plus d'apprentis.

Il faudrait s'interroger sur la mort de cet art populaire et universel. Meurt-il de mort naturelle après avoir longtemps et bien vécu ? Passe-t-il la main à ses « enfants » que sont le cinéma ou la télévision ? Ou bien est-il l'innocente victime de l'industrialisation et de l'urbanisation sauvage qui s'est ensuivie ? Car le théâtre d'ombres, une fois sorti des palais de la Chine, n'a jamais vécu qu'en battant la campagne ou en campant provisoirement sur les grandes places des villes et des villages. Peut-il se faire un nid aujourd'hui entre le béton et le goudron ? Le constat est sans appel : au fur et à mesure que le progrès avance... les ombres reculent. Comme les jardins ouvriers à la périphérie des cités.

Faut-il sauver les ombres ? Si oui, est-ce encore possible ? « Qu'a-t-on besoin d'ombres ! », s'écriera l'inconscient de service. A quoi répondra la lucidité du poète : « Quand il n'y aura plus d'ombre, c'est qu'il n'y aura plus de soleil. »

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) Jusqu'au 13 avril à la maison de la culture de Rennes.

Coll. Fondation

Au risque de vous plaire

musique

Une sélection de Claude Glayman

Dvorak-Saint-Saëns : Concerto en si mineur. Concerto en la mineur. London Philharmonic Orchestra - Mstislav Rostropovitch (violoncelle). Direction : Carlo Maria Giulini. Un disque Emi C 069-02964.

Du Concerto de Dvorak on a une autre version de Rostro avec Karajan (D.g.g.), où la sonorité du violoncelle demeure extérieure. Giulini, lui, est plus ému, plus retenu, plus intérieur que Karajan, si bien que Rostropovitch ressort plus, mais dans sa vérité. Quant à Saint-Saëns, non, décidément, non !

Giacomo Puccini : « la Fille du Far West ». Chœurs et orchestre de l'Opéra royal de Covent Garden. Direction : Zubin Mehta. Un coffret de trois disques Deutsche Grammophon 2709 078.

Un opéra-western, c'est ce que réussit magnifiquement l'œuvre de Puccini. L'auteur de « Tosca » savait et pouvait peindre son époque sous quelque latitude que ce soit. Il n'en conservait pas moins le sens de la fatalité avec ses femmes tourmentées par d'impossibles amours et ses héros maudits. Ici, ces ingrédients forment un tout splendide, rehaussé par un orchestre qui sonne avec lyrisme, limité par des chanteurs en moins grande forme, notamment Carol Neblett et Domingo fatigué !

Ludwig Van Beethoven : Sonate n° 31 op. 110 en la bémol majeur, sonate n° 32 op. 111 en ut mineur. Inger Sodergren (piano). Un disque Caliope Cal 1648.

Inger Sodergren est une jeune pianiste suédoise. Elle s'attaque à l'un des plus hauts chefs-d'œuvre du clavier avec une maturité et un art du chant dignes des meilleurs éloges. Mais a-t-elle l'expérience qu'il faut, celle d'un Arthur Schnabel, dont la profondeur visionnaire et classique doit être connue de tous... avant Sodergren.

Christoph Willibald von Gluck :



Gluck.

Sinfonie n° 5 en ré majeur, n° 8 en sol majeur, n° 2 en ré majeur, n° 4 en ré majeur. Ensemble instrumental Cyril Diedrich. Un disque Arion (Arn 38445).

Son rôle n'est pas négligeable dans l'évolution de la symphonie classique. Ici, on en est à la Sinfonia (pluriel : Sinfonie). Leur nombre exact est mal connu. Cyril Diedrich les exhume avec précision et goût.

Max Bruch : Concertos pour violons n° 1 et 2. Un disque Philips 9500 422. Fantaisie écossaise et Konzerstück. Un disque Philips 9500 423. Orchestre du Gewandhaus de Leipzig. Direction : Kurt Masur, Salvatore Accardo (violon).

Max Bruch, musicien allemand (1838-1920), a beaucoup écrit pour le chant choral (peu joué de nos jours) et pour le violon en fonction du virtuose espagnol Pallo de Sarasate. Comme en témoigne le célèbre concerto en sol mineur, de tous les répertoires, et où Salvatore Accardo (premier violon du « I Musici »), malgré sa belle sonorité, n'atteint pas la profondeur d'un Isaac Stern (C.b.s.). Quant aux autres œuvres, leur intérêt est moindre (en dépit du premier mouvement du second concerto) et d'un romantisme attardé comme dans le Konzerstück.

Chemirani - René Clemencic : Improvisations : Clemencic (flûte), Chemirani (zarb). Un disque Harmonia Mundi Hm 987.

Rencontre Est-Ouest : musique d'Iran au zarb, très triste et évocatrice. Et celle des flûtes, sinueuse, danseuse aux notes plus tenues. Chassé-croisé d'influences et d'inspirations très hautes, qu'on se renvoie comme autant de questions-réponses.

*** EDGAR VARESE : « Amérique. Arcana. Ionisation » — New York Philharmonic, direction Pierre Boulez. Un disque CBS 76520.**

Né en même temps que Webern, mort en 1965, Varèse est par excellence le musicien maudit du XX^e^ siècle. Dès 1916 il voulait travailler sur des sons et non sur des notes. « Amérique » demeure un grand chef-d'œuvre que Boulez sert avec le raffinement que l'on sait, même si Abravanel (Disques Vanguard, importation USA) est plus sauvage et plus mordant. « Ionisation » (1929/31), première œuvre occidentale pour percussions seules, est une musique qui libère avec toutes

Le calendrier de l'Unité

Vendredi 30 mars

* Folon expose à la galerie Berggruen (70, rue de l'Université), à Paris jusqu'au 30 avril).

* Début des Septièmes Rencontres cinématographiques d'Epinay-sur-Seine (jusqu'au 8 avril).

* Début de l'exposition « Aspects de la peinture contemporaine arménienne », dans les salons de l'association France-U.r.s.s. (61, rue Boissière), à Paris (jusqu'au 21 avril).

* « Allons z'en femmes », création collective du Centre national dramatique de Bourgogone, au Théâtre du Parvis-Saint-Jean, à Dijon (jusqu'au 7 avril).

* Création de « Mascafemme » par l'Atelier-Théâtre de la pleine lune, à l'Agora de la ville nouvelle d'Evry.

* Nicole Croisille à Suresnes. Cora Vaucaire à Bourg-la-Reine. Alain Brice à Paris, aux Blancs-Manteaux (jusqu'au 8 mai). Catherine Ribeiro à Chalon-sur-Saône. Yvan Dautin à Arcueil. Djamel Allam à Laon.

Samedi 31

* Création à Choisy-le-Roi, au théâtre Paul-Eluard de la pièce du Marocain Idrissi Ahmed : « Soleil, pays de brouillard » (jusqu'au 7 avril).

* Les Tréteaux du Midi jouent « la Résistible Ascension d'Arturo Ui », de Bertolt Brecht, à Béziers (également le 31).

* « Iakov Bogomolov », de Gorki, au Théâtre Firmin-Gémier d'Antony.

* « L'Ecole des femmes », de Molière, par le Centre théâtral du Limousin, à Chalais.

* Dernier récital du groupe de femmes algériennes Djurdjura à Paris, au Théâtre de la Ville.

* Début des Journées internationales du jeune cinéma de Suresnes (jusqu'au 2 avril).

* Fête de soutien à la M.j.c. de Neuilly-Plaisance (de 15 h à minuit).

* Weidorje à Paris (Olympia). Les Frères Jacques à Bolbec. Georges Moustaki à Saint-Quentin-en-Yvelines. Imago et Andrée Simons à Alès. Djamel Allam à Bar-le-Duc. François Béranger à Martigues.

Dimanche 1er avril

* « Création en France d'un spectacle écrit par cinq Québécoises, « la Nef des sorcières », au foyer des jeunes à Sèvres.

* « Je parle de Jérusalem », d'Arnold Wesker, au théâtre Daniel-Sorano de Toulouse (jusqu'au 8 avril).

* Dernier récital de Julos Beaucarne à Paris, au théâtre de la Gaîté-Montparnasse.

* Vernissage de l'exposition « Cent Ans d'astrophysique » à Châteaudun (jusqu'au 12 avril).

* Paul Piché à Saint-Servan. Gilles Servat à Bruxelles.

Lundi 2

* Soirée Léon Tolstoï à Paris, au Théâtre d'Orsay, présentée par Vladimir Jankelevitch.

* « Musique russe » (Moussorgski, Rimski-Korsakov et Stravinski), par l'Orchestre philharmonique de Lille, à l'Opéra de Lille (également le 3).

* Pour la première fois à Paris, un chanteur de la nouvelle génération québécoise : Paul Piché. A la Cour des Miracles (jusqu'au 21 avril).

* L'Opéra de Cologne donne « Orfeo ed Euridice » à Strasbourg. (Reprise le 6 à Mulhouse et le 11 à Colmar).



Léon Tolstoï, vu par Solo.

Mardi 3

* « Musique profane », par l'Ensemble Neue Horizonte de Berne, à la Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière (47, boulevard de l'Hôpital), à Paris.

* Le Ballet-Théâtre français de Nancy s'installe au Théâtre de la Ville, à Paris (jusqu'au 14 avril).

* Vernissage à Paris, au musée Rodin (77, rue de Varenne), de l'exposition « Rodin et l'Extrême-Orient ».

* La Royal Shakespeare Company à Paris : « Coriolan », de Shakespeare, à l'Odéon (jusqu'au 8 avril).

* Les Chiliens Isabel et Angel Parra s'installent à Paris, au théâtre de la Gaîté-Montparnasse (jusqu'au 15 avril).

* « Intimité », par le Théâtre populaire de Lorraine, à Metz (jusqu'au 12 avril).

* Récital Edith Mathis : Mozart, Schumann, Brahms, Salle Pleyel.

* Aldo Ciccolini : Franck, Ravel, Debussy, ou Ranelagh.

Mercredi 4

* Les Tréteaux du Midi jouent « la Résistible Ascension d'Arturo Ui », de Brecht, à Carcasonne (également le 5).

* Dernier concert de la chanteuse Giovanna Marini au théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis.

* Le guitariste camerounais Francis Bebey au Théâtre Oblique (76, rue de la Roquette), à Paris (jusqu'au 11 avril).

* Vernissage de l'exposition Christian Lefèvre à la galerie municipale de Levallois-Perret.

les beautés des ruptures et des découvertes. Robert Craft, le confident de Stravinski, avait déjà enregistré « Arcana » pour CBS mais avec moins de rigueur et de vision que Boulez qui peut aujourd'hui relire tout Varèse et lui apporter une dimension de synthèse et d'achèvement. Un disque capital et magnifique.

*** ARNOLD SCHOENBERG : « Un survivant de Varsovie op. 46. Variations op. 31. 5 pièces pour orchestre op. 16. Musique d'accompagnement pour une scène de film op. 34 » — BBC Symphony Orchestra, direction Pierre Boulez. Un disque CBS 76577.**

L'op. 16 c'est la certitude d'une nouvelle écriture. Petits univers où s'invente la musique du siècle. Les Variations presque 20 ans après voient le dodécaphonisme plus assuré, plus souverain mais évidemment moins potentiel. Et pourtant en 1946 le « Survivant » inspiré par le nazisme montrera que les œuvres les plus engagées impliquent un langage dont la nouveauté seule est digne de l'inspiration en lui donnant son expression la plus haute. Un autre disque capital et magnifique.

livres

Une sélection de Jean-Paul Liégeois

Romans francophones

**** André Stil : Dieu est un enfant (Grasset).***

On peut être né pauvre et avoir eu une enfance heureuse : c'est ce qu'a voulu prouver Stil en remontant jusqu'à la sienne. Cela aurait pu donner le plus épais et le plus démagogique des ouvriérismes. Au contraire, on est en présence d'un livre tout en nuances et délicatesses, simple mais pas simplifié. On y côtoie un enfant qui apprend à vivre au milieu des siens qui peinent à vivre. Ce n'est pas un drame, ce n'est pas tous les jours une partie de rigolade. Le talent de Stil est d'avoir su donner à comprendre cette fragilité qui rend chaque nouveau plaisir plus doux.

**** Abdelwahab Meddeb : Talismano (Christian Bourgois).***

Un grand périple lyrique dans les mythologies du Maghreb. Un beau jour, à Tunis, les femmes et les proxénètes, les voyous et les habitants des souks en ont « ras le bol » de l'ordre policier qui les surveille, les commande et les réprime. ils se fabriquent une drôle d'idole... Où cela les mènera-t-il ? Toute ressemblance avec certains événements iraniens récents n'est peut-être pas tout à fait fortuite... Car la question de l'islam ne se pose pas seulement en Tunisie.

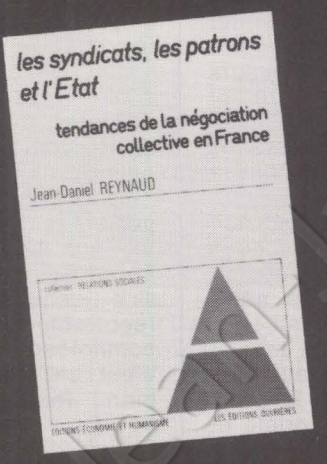
**** Jean-Marie Drot : l'Enfant fusillé (Stock).***

Un regard poursuit le narrateur dans tous les recoins de sa mémoire : celui d'un jeune homme, exécuté pendant la guerre d'Algérie. L'écriture le délivrera-t-elle de cette obsession ? Pour échapper à sa propre solitude, il imaginera et se racontera celle de son voisin. Il ira jusqu'à prendre en filature cet homme. Drôle d'enquête qui le mènera une nouvelle fois à la mort. Livre poignant, où Drot nous rappelle que nous sommes tous, peu ou prou, des orphelins. « On couche toujours avec des morts », chante de son côté Léo Ferré.

**** Yves Navarre : Portrait de Julien devant la fenêtre (Robert Laffont).***

Un juge d'instruction face à un jeune pyromane. Chacun piégé de son côté. Le premier par un cancer. Le second par le verdict à venir. La rencontre se fait tragique. Elle aurait pu se faire amour. Elle devient déchirure. La vie en sursis n'est plus que douleur. Le bonjour se transforme en un long adieu. D'une situation sans issue, Yves Navarre tire un désespoir pudique.

les ēditions ouvrières



Collection "Relations sociales"

les changements intervenus à travers les modifications récentes de relations entre partenaires sociaux

* Dix artistes et artisans bretons — le groupement Awen An Douar — exposent à la galerie d'artisanat de la Chambre des métiers (42, rue de Bassano), à Paris.

* Première à Paris, au Théâtre de Dix Heures, du nouveau spectacle de Patrick Font (jusqu'au 1er mai).

* Concerts du Triton, organisés par le Gmeb, au théâtre Jacques-Cœur de Bourges (jusqu'au 6 avril).

* Jofroi à La Rochelle. François Béranger à Marseille. Anne Sylvestre à Lyon. Bernard Lavilliers à Metz.

* Alain Motard et Julien Bidoret (piano), Jean-Claude et Marc Tavernier (percussions) : Bartok, Stravinski, Petit, au château de Ville-d'Avray.

* « Salomé », de Richard Strauss, Toulouse, Halle aux Grains. (Reprise les 7 et 12.).

Jeudi 5

* « La Mère », de Bertolt Brecht, mise en scène par Pierre-Etienne Heymann, à la Rose des Vents de Villeneuve-d'Ascq (jusqu'au 11 avril).

* Vernissage à Paris, au Centre culturel américain (3, rue du Dragon), de l'exposition de « Caricatures » de David Levine (jusqu'au 5 mai).

* Prévert Jacques », dit, raconté, lu et chanté par Gérard Guillaumat à Villefranche-sur-Saône (également le 6 avril).

* François Béranger à Aix-en-Provence. Anne Sylvestre à Annecy.

Vendredi 6

* « La Grande Duchesse de Gerolstein », de Jacques Offenbach, avec Régine Crespin, à Toulouse, Capitole. (Reprise les 8, 10, 11, 13, 15, 16, 24, 25, 27, 28 et 29 avril).

* Aldo Ciccolini : Rossini, Massenet, Bizet, au Ranelagh.

* Début du nouveau festival de Royan (cinéma, littérature, colloques et exposition), consacré, cette année, au roman policier (jusqu'au 9 avril).

* Marie-Paule Belle à Joinville-le-Pont. Denis Wettervald à Hénin-Beaumont. Anne Sylvestre à Voiron. Bernard Lavilliers à Bruxelles. Jo Schmelzer à Sarras. Imago à Mourenx.

Samedi 7

* L'orchestre régional Provence-Côte d'Azur joue Haydn, Beethoven et Ravel au Théâtre de Nice.

* Catherine Lara à Saint-Gratien. Julos Beaucarne à Montreuil. François Béranger à Châteauvallon.

* Ensemble intercontemporain, chœurs John Alldis : Bruckner, Stravinski, Byrd, Schubert, Britten, Hôtel de Ville de Fontenay-le-Fleury (Yvelines).

Dimanche 8

* Dernière des Garçons de la rue à Paris, au Petit Forum.

* Dernière du spectacle « Avec Pablo Neruda » à Paris, au Lucernaire-Forum.

* Ensemble intercontemporain, chœur John Alldis, dir. Pierre Boulez : Birtwistle, Grisey, Stravinski, Théâtre de la Ville.

Lundi 9

* Dernier jour de l'exposition Magritte à Paris, au Centre Beaubourg.

* Le Quintette de cuivres de la Royal Shakespeare Company à l'église Saint-Merri, à Paris.

Mardi 10

* Générale de l'opéra-rock franco-québécois « Starmania » à Paris, au Palais des Congrès. Avec Diane Dufresne, Fabienne Thibeault, Daniel Balavoine et France Gall (jusqu'au 3 mai).

* Dernier concert du Sugar Blue Quintet à la Chapelle des Lombards (62, rue des Lombards), à Paris.

Mercredi 11

* Première à Paris, au Lucernaire-Forum, du nouveau tour de chant de Bernadette Rollin (jusqu'au 10 mai).

* Début du Premier Festival du tiers monde à Paris, aux cinémas Bonaparte, Bilboquet et la Pagode (jusqu'au 1er mai).



Isabel et Angel Parra.

* Concert de Jean-Pierre Mas et Cesarius Alvim au Ranelagh (5, rue des Vignes), à Paris (également le 12 avril).

* Récital du pianiste américain Yvar Mikhashoff au Centre culturel américain (3, rue du Dragon).

Jeudi 12

* Début du Troisième Festival de chansons de Bourges (jusqu'au 18 avril).

* Ensemble intercontemporain, dir. Pierre Boulez : Schönberg, Janacek, Ives, Stravinski, au Théâtre de la Ville.

* « Trittico », de Puccini, Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G.-L. Gelmetti, au Grand Auditorium de Radio-France.

La marquise sortit à cinq heures

« Ah mon mignon cousin ! — Ah ma belle cousine ! » Entre Bussy - Rabutin et la marquise de Sévigné, ce ne sont que roucoulades, révérences, fausses querelles et tendres badinages. Ils ont de l'esprit à revendre, s'en félicitent mutuellement, s'en gargarisent, se hâtent de coucher par écrit la moindre de leurs reparties, afin de la léguer à la postérité.

Qu'ils seraient contents de savoir que grâce au petit écran des millions de foyers vont entendre leurs bons mots ! (T.f. 1, le mardi 3 avril, à 21 h 35). Mais quelle déception ensuite de constater que le public ne rit plus ! Pour un peu, il les enverrait se rhabiller, ces fins diseurs empanachés qui font la roue durant quatre-vingt-dix minutes. Malgré la musique d'époque et les décors garantis authentiques, le Grand Siècle ne passe pas la rampe.

La faute à qui ? Certes pas à la vraie marquise ni à son parent, Bourguignons de bonne souche dont la fréquentation des salons n'avait pas entamé la pétulance. Ils s'écrivaient comme on se téléphone aujourd'hui, pour parler de tout et de rien, se raconter leurs fredaines, échanger les derniers potins de la cour. Avant d'être statufiée en mère modèle et quelque peu abusive. Mme de Sévigné menait joyeuse vie. Quant au Bussy, son « Histoire amoureuse des Gaules » en témoigne, il manifestait autant d'ardeur dans les alcôves que sur les champs de bataille des Flandres.

On a confié à Evelyne Grandjean et à Jean-Claude Bouillon le soin d'incarner les deux complices. Mais l'une a beau secouer ses boucles blondes et l'autre frétiller de la moustache, nous restons de marbre. Il nous semble assister à un marivaudage entre Errol Flynn et Shirley Temple, qu'un scénariste pervers aurait invités chez le Roi-Soleil. Les pauvres ! Ils lèvent le petit doigt, se bombardent de subjonctifs imparfaits, jouent qui de l'éventail, qui de l'épée, pour le seul plaisir de comparses qui pouffent dans leur guimpe.

Et ils grattent du papier, des tonnes de papier, leur plume d'oie galope, infatigable, à la lueur des bougies. Non contents de se relire à voix haute, ils poussent le vice jusqu'à recopier les lettres qu'ils reçoivent. A la longue, une invincible somnolence gagne le téléspectateur. « Si c'est ça, la création, pense-t-il, merci bien ! Rendez-nous un bon vieux western ! »

Pourtant, sous les minauderies, on devine par instants des tensions, une rancune, des ombres qui auraient mérité d'être éclairées. Selon cette mauvaise langue de Bussy Rabutin, Mme de Sévigné serait une allumeuse, « entêtée de vertu » mais assoiffée de galanterie. Et l'indiscret de semer le doute sur la fidélité conjugale de sa cousine : « Si mon mari s'est tiré d'affaire devant les hommes, je le tiens pour cocu devant Dieu. »

Que répond la marquise ? « M. de Sévigné m'estime et ne m'aime point. Moi, je l'aime et ne l'estime point. » Oui, il ne manquait pas d'anguilles sous roche, qu'il aurait fallu nous inciter à découvrir. Tantôt l'avarice pointe le bout de l'oreille, tantôt le snobisme cligne de l'œil, l'ambition joue des coudes, le dépit montre les dents.

Il pourrait s'en passer, des choses... Mais, hélas ! la littérature ne tarde pas à reprendre le dessus pour ramener chacun à sa table, à sa page. Et la malice sombre dans un torrent de banalités qui se résument en une phrase : la marquise sortit à cinq heures. Qu'elle sorte, ce n'est pas nous qui la retiendrons !

GABRIELLE ROLIN



télévision

Une sélection de Mauricette Duchemin

Vendredi 30 mars : à votre bon cœur.

A Bordeaux, l'été dernier : une grande exposition sur la nature morte, de Bruegel à Soutine. Un art bien vivant, présent parmi nous. C'est aussi ça, la télévision (sur T.f. 1, à 22 h 40).

« Le Tourbillon des jours » continue toujours sur Antenne 2 à 20 h 35. Cinquième épisode, de 1896 à 1900 : « le Domaine du cœur ».

Bernard Pivot se tourne vers la littérature étrangère à 21 h 35. Trois grands écrivains européens à Apostrophes : Günter Grass, Allemand, Anthony Burgess, Anglais, Alberto Moravia, Italien.

Le jeune cinéma français se porte bien, merci. A 23 h, « Touche pas à mon copain », de Bernard Bouthier, l'illustre bien. Après sept ans d'absence, un homme retrouve sa ville natale et ses copains. C'est aussi un film d'amour sur Sète.



Clark Gable et Jean Harlow.

Samedi 31 : my God !

« Le Tourbillon des jours » se termine sur Antenne 2 à 20 h 30. Une deuxième fille vient au monde ; le domaine de Vallas restera-t-il éternellement aux mains des femmes ?

Soirée anglaise sur F.r. 3 à partir de 20 h 30. Dans un endroit enchanteur de la vallée de la Tamise, le patron d'une auberge s'embarque dans une « aventure annuelle ». Mais tel est pris qui croyait prendre.

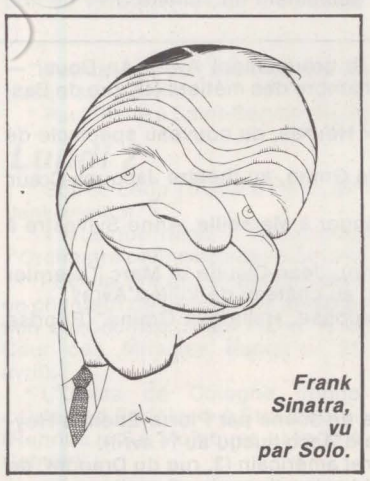
Peter Ustinov commente à 21 h 25 la vie de l'emblème national de l'Australie : le kangourou. Elle risque de mal tourner.

Dimanche 1er avril : une soirée excellente.

L'argent ne fait pas le bonheur. Fernandel, alias « Crésus », en fait les frais. Après Marcel Pagnol, on retrouve la verve d'un personnage provençal dirigé cette fois-ci par Jean Giono.

Wiliam Shakespeare écrit « le Songe d'une nuit d'été » grâce à son fils (sur Antenne 2 à 20 h 30).

Vibrons avec Lionel Hampton dans la Grande Parade du jazz de 20 h sur F.r. 3. L'Ecole de Paris ou « la Nouvelle Réalité » reste une excellente initiation à l'art moderne de l'entre-deux-guerres, à 20 h 30. Après la peinture à 21 h 30, l'Encyclopédie du cinéma complète parfaitement les réalités politiques et sociales d'alors, à travers les films de René Clair, Julien Duvivier et de Jean Renoir. A 22 h, le portrait d'un personnage controversé : Jean Yanne. Le Cinéma de minuit continue son cycle Clarence Brown avec Jean Harlow et Clark Gable dans « Wife versus secretary ». Un film digne de rivaliser avec les classiques de la comédie hollywoodienne.



Frank Sinatra, vu par Solo.

Lundi 2 : amitié et amour.

Sur T.f. 1, à 20 h 30, un des plus beaux rôles de Jeanne Moreau, Catherine, dans « Jules et Jim », de François Truffaut. Aimer deux hommes, pour une femme vers 1925, n'était pas une mode, mais une émancipation féminine avant l'heure.

Antenne 2 ouvre une fenêtre sur la peur de l'enfant, à 17 h 30. Sa première grande peur reste la séparation d'avec sa mère, puis vient celle de l'avenir, de soi-même, de la mort.

Une grande œuvre populaire pleine de cœur que nous attendions depuis un mois et demi : « Marius », de Marcel Pagnol et d'Alexandre Korda. C'est toujours un nouveau plaisir de revoir ce film.

Mardi 3 : naissance d'une correspondance.

« Naître » ou ne pas être ? C'est « la Roue de la vie » à 20 h 30 sur T.f. 1. Des femmes de différentes civilisations témoignent. De très belles images qui viennent à propos (?), au moment d'une campagne contre la dénatalité.

Entre Madame de Sévigné et Bussy-Rabutin se noue une idylle à 21 h 35. Gabrielle Rolin vous parle de ce cousinage ci-dessus.

Mercredi 4 : encore des professeurs Nimbus aujourd'hui.

Rendez-vous au musée du Conservatoire des Arts et Métiers à Paris, avec les jeunes chercheurs et inventeurs, à 21 h sur Antenne 2. Quelle est la place des jeunes dans le domaine de la recherche ? On abordera aussi les carences de celle-ci.

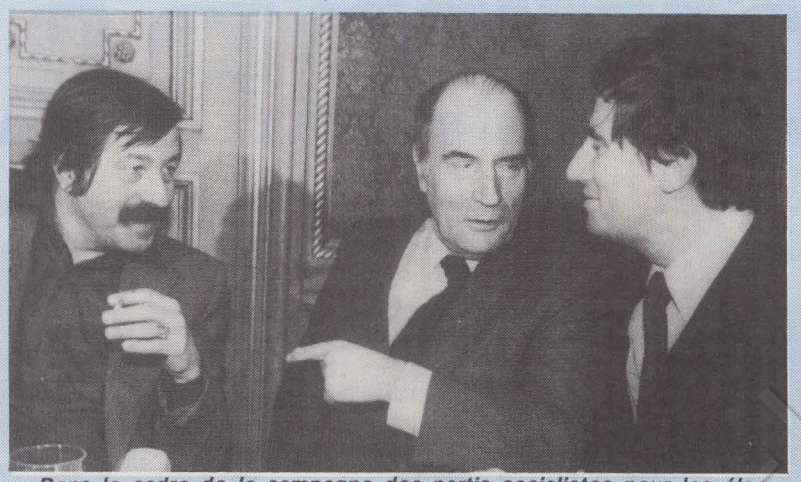
Jeudi 5 : la musique adoucit les mœurs.

Auditeurs de grande musique et aussi les autres, tous sur T.f. 1 à 20 h 30. En direct de Notre-Dame de Paris, l'Orchestre national de France, dirigé par Lorin Maazel, interprète « Missa Solemnis », de Beethoven.

« La Première Paye », quel événement pour chacun de nous, quelle fierté aussi ! Ne manquez pas ce film, écrit et réalisé par Yves Laumet pour la télévision, à 20 h 40 sur Antenne 2.

Un document amer et désenchanté sur la guerre et ses folies, de John Sturges, sur F.r. 3 à 20 h 30. Aux côtés de Frank Sinatra, Steve McQueen et Charles Bronson, apparaît Gina Lollobrigida. Trahisons, massacres, tout y est dans « la Proie des vautours ». Film de guerre, toutefois assez lucide.

changer la vie culturelle



Dans le cadre de la campagne des partis socialistes pour les élections européennes, un concours de dessins d'enfants sur l'Europe est organisé dans les pays de la Communauté. A cette occasion, François Mitterrand et Jack Lang ont reçu l'écrivain allemand Günter Grass au siège du P.S.

Printemps occitan

Sète fête la venue du printemps à sa manière : en accueillant, les 30, 31 mars et le 1er avril, les Rencontres de l'Action culturelle occitane. Au centre de ces journées de l'A.c.o. deux interrogations : « La création occitane : quels choix ? Quelles pratiques ? » Pour préciser leurs réponses, les membres de l'A.c.o. confronteront leur expérience avec celle des Catalans, rencontreront des syndicalistes et des animateurs. Le 1er avril, l'assemblée générale de l'A.c.o. tentera de définir « un autre professionnalisme », c'est-à-dire une manière spécifique d'être créateur en Occitanie.

Pendant tout le temps de ces Rencontres, l'A.c.o. propose une soirée catalane à Sète, trois veillées occitanes dans le Gard et quatre dans l'Hérault. Tous renseignements auprès du chanteur Patric, au (67) 79-54-13.

Lewis, Carole et le pays des merveilles

Lewis Furey est un Québécois anglophone ; chanteur, musicien, poète, il travaille souvent pour le cinéma. Carole Laure est une Québécoise francophone ; comédienne de cinéma, elle s'est mise à chanter des refrains de Lewis Furey. C'est ainsi qu'en plein hiver 1977, au cœur de Paris, au théâtre le Palace, Lewis et Carole sont montés en scène ensemble pour la première fois, pour signer un spectacle à deux voix d'une grande beauté un peu froide.

Après un passage par Montréal, ils reviennent à Paris et s'installent à Bobino, du 3 au 22 avril. Ils y jouent et chantent une longue histoire d'amour entre un homme et une femme. Le décor et les époques changent au fil de ce nouveau show : Vienne 1917, New York 1929, Hollywood 1950 ; le propos, cependant, est toujours le même, sans cesse recommencé : tendresse, violence et folie de l'amour. Ces trois tons sont ceux qu'on retrouve dans les deux albums qui viennent de sortir : « Alibis », de Carole Laure (R.c.a.-Saravah RSL 1072), et « The sky is falling », de Lewis Furey (R.c.a.-Saravah RSL 1075).

Avec Paul Piché, c'est un autre visage du Québec qui nous est donné. Moins éthéré, moins abstrait que celui de Carole et Lewis. Plus ancré dans le quotidien, plus truculent, plus percutant. Avant-hier Félix Leclerc, hier Gilles Vigneault, aujourd'hui Paul Piché : avec lui se lève la troisième génération de la chanson québécoise. Elle s'annonce généreuse et peu encline aux concessions. Elle ne va pas chercher ses modèles ailleurs.

Pour Paul Piché, l'avenir du Québec sera ce qu'en feront les Québécois. C'est le sens du titre — en forme d'interrogation — qu'il a donné à son premier disque distribué en France : « A qui appartient l'beau temps ? » (l'Escargot ESC 378, distribution C.b.s.). Paul Piché chante à Paris, à la Cour des Miracles, du 2 au 21 avril.

Chacun à leur façon, Lewis, Carole et Paul, c'est le Québec authentique qui se cherche. A l'opposé, il y a le Québec à la sauce commerciale : il investit le Palais des Congrès, à Paris, à partir du 10 avril, avec « Starmania ». Il s'agit d'un « opéra-rock » écrit par Luc Plamondon, le parolier de Diane Dufresne. Soixante-dix comédiens, musiciens et danseurs sur le plateau. Au milieu : Diane Dufresne et Fabienne Thibeault, mais aussi Daniel Balavoine et France Gall.

Etoiles

Deux étoiles de l'Opéra de Paris se font chorégraphes : Jean Guizerix et Wilfride Piollet. Ils présentent six ballets inédits à Paris, à l'Espace Cardin, du 4 au 12 avril. Ce sont eux également qui ont été chargés par l'Opéra de mettre sur pied les soirées d'hommage à Eric Satie, présentées à la salle Favart du 7 au 23 mai.

Le Ballet-Théâtre français de Nancy, de son côté, présente trois nouveaux ballets au Théâtre de la Ville, chaque soir à 18 h 30, du 3 au 14 avril. Le Théâtre du Silence lui succédera du 17 au 28 avril, avec des chorégraphies signées par Jacques Garnier, Brigitte Lefèvre et Merce Cunningham.

La relève bretonne

La plupart des groupes bretons nés au début des années soixante-dix ont disparu. Alan Stivell est en perte de vitesse : ses concerts ne drainent plus des milliers de personnes comme il y a quatre ou cinq ans. Seuls Glenmor et Gilles Servat résistent à l'épreuve du temps.

La musique et la chanson bretonnes attendent une relève. Elle s'appelle peut-être Dan Ar Bras. Guitariste électrique et acoustique, longtemps instrumentiste de Stivell, Dan Ar Bras a d'abord signé une magnifique méditation musicale : « Douar Nevez/Terre Nouvelle » (Hexagone 883009 A, distribution W.e.a.-Filipacchi). Puis, dans son deuxième album, intitulé « Allez dire à la ville » (Hexagone 883021 S, distribution W.e.a.-Filipacchi), il s'est mis à chanter : il a mis en musique et il interprète des poèmes de Xavier Grall.

Une nouvelle voix celtique est ainsi née. Durera-t-elle ? Dan Ar Bras est à Paris, à la Mutualité, ce 30 mars. Il sera au Festival de Bourges le 17 avril.

Epinay-sur-films

Les Huitièmes Rencontres cinématographiques d'Epinay-sur-Seine ont bien failli n'avoir pas lieu. Pour des raisons financières : le Centre national du cinéma a retiré sa subvention au Festival ; la maison de la culture de la Seine-Saint-Denis a fait de même, parce qu'elle connaît de son côté des moments difficiles.

Malgré un budget fortement amputé, les Rencontres se tiendront pourtant, à la M.j.c. d'Orgemont (rue de la Tête-Saint-Médard, 93800 Epinay), du 30 mars au 8 avril. En seize séances seront projetés près de deux cents films, qui représentent un large éventail de la production française de courts métrages en 1978. Et chaque projection sera l'occasion d'un débat entre les professionnels du cinéma et le public. On retiendra surtout le débat du 3 avril ; thème : « Face à la situation du cinéma français, de nouvelles salles pour de nouveaux publics ».

Programme détaillé des projections au 822-41-40.

Pour un cinéma différent

« L'objectif est de réaliser un cinéma différent, c'est-à-dire un cinéma actif et démocratique. » Ainsi se définissent les Rencontres pour un cinéma différent, qui se tiendront au centre culturel de Creil du 2 au 8 avril. Ce sont les deuxièmes du nom. Organisées à l'initiative de la Direction départementale de la jeunesse et des sports de l'Oise, elles se font en collaboration avec les Cemea (Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active), les M.j.c. et la Fédération Léo-Lagrange. Elles se proposent « de toucher un public neuf, de lui faire découvrir un cinéma souvent inédit, de le sensibiliser au contenu des films ».

L'entrée des Rencontres sera libre et gratuite pour ce public, pour toutes les projections. Les séances seront animées par les cinéastes eux-mêmes ou par des personnes intéressées par le sujet de tel ou tel film. Le thème général étant : enfance et cinéma. Les œuvres qui seront projetées viennent de Tchécoslovaquie, d'Italie, d'Allemagne, de Belgique, du Québec, des Etats-Unis, du Portugal, de Colombie, de France, etc.

Détail des projections au 425-20-19.

merlin S.A.

MEDITERRANEE

à Torreilles-plage crée un village extraordinaire sur environ 35 hectares avec une plantation de 10.000 arbres dans un site exceptionnel en bord de mer...

dessin approximatif des immeubles et de l'environnement



BUREAUX DE VENTE SUR PLACE A TORREILLES-PLAGE OUVERTS TOUS LES JOURS SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H Y COMPRIS DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS

tél. (68) 37.00.34

RENSEIGNEZ - VOUS SANS TARDER A NOS BUREAUX DE PARIS

merlin S.A.

31, RUE DE RIVOLI - 75004
ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE
(MÉTRO HOTEL-DE-VILLE)

bureaux ouverts tous les jours sans interruption de 9 heures à 19 heures, sauf dimanches

TELEPHONE
277.11-13

LA VILLA DE VOS RÊVES

AU SOLEIL DU MIDI !..

DIRECTEMENT SUR LA PLAGE SANS ROUTE A TRAVERSER

A PARTIR DE **139.000 F** PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK

AVEC SEULEMENT, UN PREMIER VERSEMENT DE 5 % A LA RÉSERVATION, SOIT **6.950 F**

15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME

CHAQUE VILLA LIVREE ENTIEREMENT TERMINEE ET EQUIPEE AVEC SALLE DE BAINS AMENAGEE, BLOC CUISINE ENTIEREMENT EQUIPE AVEC EVIER INOX AVEC EGOUTTOIR ET ROBINETTERIE MÉLANGEUSE - PLAQUES DE CUISSON ELECTRIQUES PLUS FOUR - MEUBLE DE RANGEMENT SOUS EVIER - REFRIGERATEUR, SOL DEMI GRES, PEINTURES TERMINEES, VOLETS ROULANTS PLASTIQUE

BON A RETOURNER A MERLIN IMMOBILIER
31, RUE DE RIVOLI 75004 PARIS

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation sur tous vos programmes

Nom

Adresse